



BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR  
DIRECTION DES ETUDES ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

# Etude sur les Investissements Directs Etrangers à Madagascar

**INSTAT**

INSTITUT  
NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE

**JANVIER 2015**

*Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.*

*Cette équipe a été dirigée par :*

*M. RAVELOMANANTSOA Paul Gérard, Directeur Général de l'INSTAT*

*M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques*

*Les analystes :*

*M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques*

*M. RAJAobelina Jimmy, Ingénieur Statisticien*

*M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien*

*M. RAKOTOMANANA Delphin Marius, Assistant*

*M. RAKOTONANAHARY Onjaniana, Assistant*

*Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction des Etudes et des Relations Internationales de la Banque Centrale de Madagascar :*

*M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur*

*M. BELALAHY Aubin Aurore, Fondé de Pouvoirs*

*Mme LIVA, Chef de Service*

*Mme RABESON Valérie, Chef de Service*

*M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service*

*Mme RABESOA Oniharilanto, Attachée de Direction*

## **SOMMAIRE**

SOMMAIRE .....	3
Liste des graphiques .....	4
Liste des tableaux .....	4
Introduction.....	5
Résumé exécutif .....	6
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers.....	7
1-1. Flux des investissements directs étrangers.....	7
1-2. Stocks des investissements directs étrangers.....	15
1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2013.....	17
1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers .....	19
1-5. Environnement des affaires des entreprises d'IDE .....	22
CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel .....	25
2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers.....	25
2.2. Volume de la production industrielle.....	27
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI) .....	31
2.4. Les coûts de production des entreprises .....	36
ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête .....	38
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI).....	44
Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût .....	46
TABLE DES MATIERES .....	47

## Liste des graphiques

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2013. ....	7
Figure 2. Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2013.....	10
Figure 3. Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2012.....	11
Figure 4. Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2013. ....	12
Figure 5. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2013 .....	15
Figure 6. Flux d'IPF par Pays en 2013 (en %).....	18
Figure 1. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2013.....	27
Figure 2. Accroissement semestriel de l'Indice de Production Industrielle (IPI) de 2009 à 2014 (en %)...	33

## Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2013 ...	8
Tableau 2. Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2007 et 2013 (en milliards d'ariary).....	9
Tableau 3. Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary) .....	11
Tableau 4. Prévision du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1 <sup>er</sup> semestre 2014.....	13
Tableau 5. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2013.....	14
Tableau 6. Les dividendes payés par branche en 2013 (en milliards d'ariary) .....	14
Tableau 7. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2006 à 2013 (en milliards d'ariary) .....	16
Tableau 8. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2013 .....	17
Tableau 9. Flux d'IPF par branche d'activité en 2013 .....	18
Tableau 10. Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger .....	19
Tableau 11. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail .....	20
Tableau 12. Répartition du CA, de la VA et de l'emploi des entreprises à capitaux étrangers en 2012....	21
Tableau 1. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en premier semestre 2014.....	25
Tableau 2. Répartition du volume de la production industrielle en 2013 (En %) .....	28
Tableau 3. Répartition du volume de la production industrielle en 2013 .....	29
Tableau 4. Evolution structurelle du tissu industriel (En %).....	32
Tableau 5. Evolution semestrielle de l'IPI par division (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile) .....	34
Tableau 6. Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile)).....	35
Tableau 7. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité.....	36
Tableau 8. Structure des coûts de production des entreprises (en %) .....	37

## **Introduction**

Comme dans les séries précédentes, ce rapport fait état de l'évolution des investissements directs étrangers (IDE) reçus par l'économie malagasy. Il rassemble, à cet effet, des éléments permettant d'apprécier, non seulement, la situation des IDE sous différentes formes, mais également, l'évolution de la production et des coûts de production unitaire des entreprises manufacturières à participation étrangère. Il intègre également l'analyse des atouts et faiblesses du pays, ceci du point de vue des chefs d'entreprise, concernant l'environnement des affaires. Ce point permet, en effet, d'appréhender le pouvoir d'attraction de capitaux étrangers et de confirmer ou réorienter nos politiques en matière d'investissement.

L'analyse comparative des IDE de Madagascar par rapport au Reste du Monde sera désormais maintenue. La présente parution intègre également le marché extérieur des entreprises IDE. Il est à remarquer que, depuis quelques parutions, le rapport essaie de donner, non seulement, l'évolution des IDE, mais également, d'apporter des éléments de réponse à l'apport des IDE dans l'économie du pays.

Les analyses et les données disponibles à travers ce rapport sont basées sur l'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers menée conjointement par l'Institut National de la Statistique et la Banque Centrale de Madagascar. Toutefois, pour le traitement des non réponses, des données primaires issues de la Banque Centrale, sur les paiements internationaux via le circuit bancaire, ont été exploitées.

Il est à rappeler aux lecteurs que cette enquête est menée périodiquement pour les besoins de la confection de la balance de paiement, mais aussi pour les nécessités d'information en matière de politique économique et monétaire. Ce rapport se base donc sur l'enquête réalisée au cours du premier semestre 2014 et rapporte les réalisations durant l'année 2013.

La phase d'exploitation des grands projets miniers (l'exploitation de l'ilménite à Taolagnaro, et des cobalts et nickel à Ambatovy dans l'Est du pays) a eu sans nul doute des impacts sur l'économie malgache. La période post-électorale à Madagascar se juxtapose à l'apport de ces projets miniers et devrait influencer la stratégie des entreprises en matière d'investissements dans le pays.

En ce sens, le présent rapport continue de renseigner sur le comportement des investisseurs étrangers, ainsi que son impact sur l'économie nationale en général et sur la production des entreprises manufacturières en particulier.

Le rapport s'articulera autour de deux volets :

Le premier volet concernera les IDE (chiffres définitifs 2013 et provisoires pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014). Il sera question, en premier lieu, de l'examen de la présence étrangère au niveau de l'économie à travers les analyses sur le stock. Cette analyse approfondie du stock d'IDE à Madagascar permet d'identifier les secteurs attractifs et les pays acteurs. En deuxième lieu, l'évolution du flux d'IDE sera au centre de l'étude. Cette partie répond aux interrogations sur le comportement des investisseurs étrangers face à la crise qui prévaut dans le pays.

Le deuxième volet traitera de la production des entreprises industrielles à investissements directs étrangers. Il fait état de l'évolution de la production de l'année 2009 jusqu'à la fin de l'année 2014, ainsi que de l'évolution des coûts de production.

## Résumé exécutif

En 2013, le flux d'investissements directs étrangers entrants a accusé une baisse de -36,3 pour cent. Il est évalué à 1251,5 milliards d'ariary au cours de l'année 2013. Cette baisse est essentiellement attribuée à la diminution dans le poste « *autres transactions* ». En effet, la part des flux d'IDE de Madagascar de ceux de l'Afrique a accusé une baisse de 5 points en passant de 1,6 pour cent en 2012 à 1,1 pour cent en 2013. Même si les flux d'IDE enregistrés dans les industries extractives ont accusé une baisse significative, mais en incluant la branche « *activités financières* », ces deux branches ont fourni presque deux tiers du flux total d'IDE en 2013. Avec la branche « *télécommunications* », ces trois branches ont regroupé presque trois quart du flux d'IDE en 2013.

Concernant les Pays de provenance, en 2013, les cinq premiers pays investisseurs à Madagascar sont : Île Maurice, France, Canada, Royaume Uni, Gabon. Ces derniers fournissent les 67,5 pour cent de l'ensemble des IDE entrants en 2013.

En ce qui concerne le stock d'IDE, il est évalué à 14 261,3 milliards d'ariary, soit l'équivalent de 6,5 milliards de dollars américains à fin 2013.

Quant aux indicateurs de performances des entreprises à capitaux étrangers, en 2013, le chiffre d'affaires réalisé par ces entreprises est de 4 600 milliards d'ariary, contre 3 992,3 milliards d'ariary en 2012, soit une hausse de 15,2 pour cent sur la période. Le nombre d'emplois a enregistré une légère hausse de 1,3 pour cent. C'est la valeur ajoutée qui a accusé une baisse de -12,2 pour cent.

En se focalisant sur la performance des entreprises industrielles à investissement direct étranger, en particulier entre la période 2009-2014, elle est caractérisée par une diminution du niveau de production d'un semestre à un autre jusqu'à la fin de l'année 2010. En 2011, le secteur a repris son rythme de croissance mais a été brusquement interrompu par le passage des cyclones Giovanna et Irina au cours du premier semestre 2012. Ces deux catastrophes naturelles ont, en effet, affecté lourdement le niveau global de la production des industries, accusant une baisse de -14,3 pour cent.

En 2013, les industries ont su tirer profit de la période électorale, avec l'accroissement de la demande locale. Elles ont annoncé avoir accru leur production réelle de 5,6 pour cent au cours du second semestre 2014. Ce qui a tiré à la hausse le niveau de l'indice, si ce dernier s'est encore établi au-dessous de 100, synonyme de décroissance, durant le premier semestre. En somme, l'année 2013 s'est clôturée avec une hausse de la production industrielle de 0,4 pour cent par rapport à l'année 2012.

Les résultats relatifs à l'année 2014 sont prometteurs, avec une hausse de 5,7 pour cent au cours du premier semestre, et une prévision de +9,9 pour cent pour le second semestre par rapport à l'année 2013. L'augmentation de la demande a constitué la principale raison de cette tendance, vu qu'il s'agit d'une période post-électorale. Le regain des activités par rapport aux années antérieures a été d'ailleurs évoqué par les dirigeants d'entreprises, rapporté dans cette étude par l'indicateur « Solde d'opinion ».

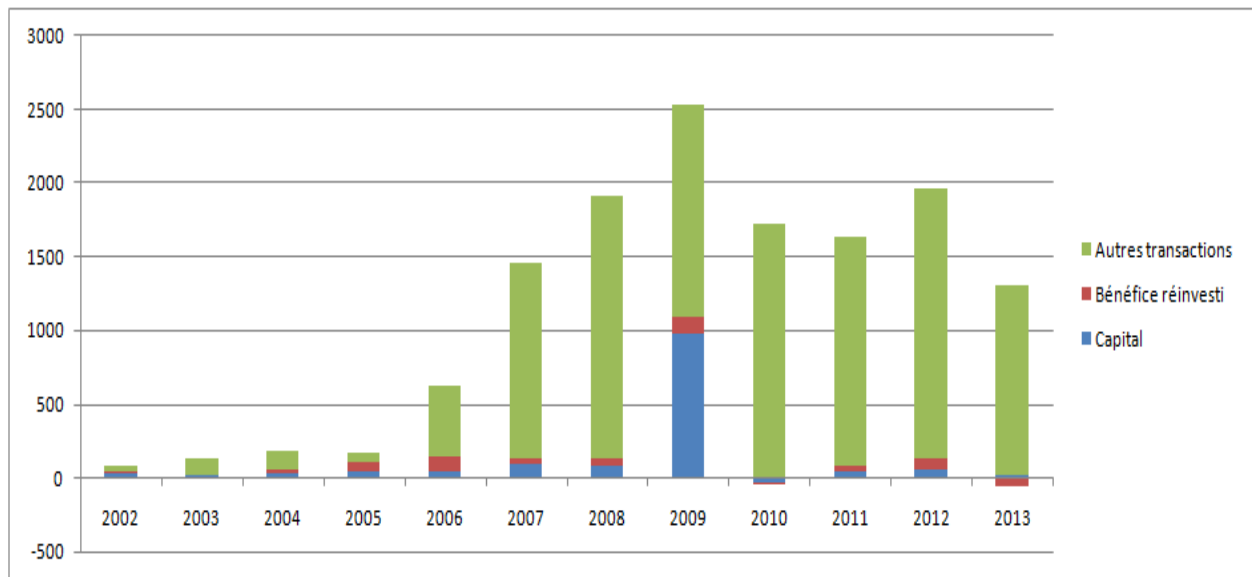
Par rapport aux coûts de production, il se trouve que les industries ont subi la hausse des prix des inputs. Produire une unité de bien est devenu plus cher qu'auparavant. Le recours aux services de sous-traitances et l'augmentation des coûts liés aux logistiques ont été la source de cette hausse des coûts de production. D'ailleurs, depuis ces dernières années, ces deux postes budgétaires ont renfermé plus d'un quart des coûts de production des entreprises. Enfin, comme dans les années précédentes, le budget alloué aux recherches et développement reste très limité, pouvant entraver la compétitivité des produits locaux face aux produits importés.

## Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers

### 1-1. Flux des investissements directs étrangers

Le flux des IDE entrants met en relief l'entrée de financement en provenance d'économies du reste du monde au cours d'une période donnée vers le secteur productif. L'analyse des flux permet de cerner le dynamisme de l'économie du pays. Ce paragraphe abordera ainsi l'analyse des flux d'IDE entrants en 2013, avec une prévision pour le 1<sup>er</sup> semestre 2014. Il sera question de la nature des financements, de leurs origines et des branches d'activités bénéficiaires.

Figure 1. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2013.



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Le flux d'investissements directs étrangers entrants est évalué à 1251,5 milliards d'ariary en 2013 alors qu'il était de 1964,2 milliards d'ariary en 2012, soit une baisse de -36,3 pour cent en monnaie locale, due essentiellement à la diminution dans le poste « autres transactions ». Il est à noter que ce dernier représente 103,1 pour cent du flux des IDE en 2013, et il a accusé une baisse de -29,6 pour cent par rapport à l'année précédente. Il faut remarquer que ce dernier poste est composé surtout des dettes envers les actionnaires ou le groupe.

En analysant les autres postes d'IDE, les flux du capital social et des bénéfices réinvestis en 2013 ont également diminué respectivement de -72,7 pour cent et -171,1 pour cent par rapport à 2012. Le flux du capital social a été de 56,5 milliards d'ariary en 2012, contre 15,4 milliards d'ariary en 2013 et celui des bénéfices réinvestis est passé de 75,8 milliards d'ariary en 2012 à -53,9 milliards d'ariary en 2013. L'évolution négative du capital social est due principalement aux réductions des apports des entreprises d'investissement directs étrangers créées au cours de l'année 2013 par rapport à l'année précédente. Au cours de l'année 2013, certains investisseurs étrangers ont encore hésité de réaliser leur programme d'investissement dans le pays.

Il y a lieu de noter qu'exprimés en monnaie étrangère (dollars US), les flux d'IDE ont enregistré une baisse de -36,6 pour cent, soit 894,9 millions de dollars US en 2012, contre 567,1 millions de dollars US

en 2013. La différence de cette augmentation en monnaie étrangère par rapport à la monnaie locale est due principalement à la dépréciation de la monnaie malgache sur cette période.

**Tableau 1. Evolution de la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants mondiaux de 2009 à 2013**

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Madagascar (en milliards de dollars US)	1,3	0,8	0,8	0,8	0,6
Ensemble du Monde (en milliards de dollars US)	1 198,0	1 409	1 700	1 330	1 452
Pays en Développement (en milliards de dollars US)	606,2	637	725	729	778
Afrique (en milliards de dollars US)	52,6	44,0	48	55	57
Part de Madagascar dans le Monde (en %)	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,04%
Part de Madagascar dans les Pays en développement (en %)	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Part de Madagascar en Afrique(en %)	2,5%	1,8%	1,7%	1,6%	1,1%

Source : Enquête IDE/IPF 2011/2012/2014, BCM/INSTAT et CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2014.

Selon le rapport du CNUCED en 2014, l'investissement étranger direct (IED) mondial est reparti à la hausse pour s'élever à 1 452 milliards de dollars en 2013. Toutes les grandes catégories de pays, notamment les pays développés, en développement et en transition ont enregistré des hausses. En effet, le stock mondial d'IDE a aussi augmenté de 9 pour cent, pour se situer à 25 500 milliards de dollars. Cette hausse des flux d'IDE est due essentiellement à la reprise économique.

Selon ce même rapport, les flux entrants d'IDE dans les pays en développement s'élève à 778 milliards de dollars, soit 54 % du total mondial. La part d'IDE de Madagascar du total des Pays en développement ne représente toujours que 0,1 pour cent. A remarquer que l'Asie reste la région en développement recevant le plus d'investissements, nettement devant l'UE, qui attire habituellement la plus grande part de l'IDE mondial.

Concernant les flux d'IDE entrants en Afrique, ils sont passés de 55 à 57 milliards de dollars, soit une légère hausse de 4 % qui est due essentiellement aux investissements internationaux et régionaux visant à tirer parti de nouveaux débouchés ou réalisés dans les infrastructures. Cette hausse globale de ces flux d'IDE a été emmenée par l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Cependant, la part des flux d'IDE de Madagascar de ceux de l'Afrique a accusé une baisse de 5 points en passant de 1,6 pour cent en 2012 à 1,1 pour cent en 2013.

Le rapport du CNUCED en 2014 portant sur les investissements dans monde souligne également qu'en Afrique de l'Est, le Kenya devient un pôle d'activités privilégié, dans les domaines de la prospection pétrolière et gazière, de la production manufacturière et des transports ; et l'Éthiopie poursuit sa stratégie industrielle qui vise à attirer des capitaux asiatiques opérant dans le secteur manufacturier. En Afrique du Nord, les flux d'IDE entrants ont enregistré une baisse de 7 pour cent. Cette baisse a été également constatée en Afrique centrale due essentiellement à des incertitudes liées à la situation politique et à la sécurité.

### 1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité

Outre la baisse notable des flux enregistrée dans la branche « *activités extractives* », l'année 2013 a été marquée quand même par des performances réalisées par les entreprises dans la branche « *activités financières* », « *distribution pétrolière* » et celle de la « *Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture* ». En effet, par rapport à la situation de 2012, les branches « *Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture* » et « *distribution pétrolière* » ont respectivement vu leurs flux doubler et sextupler en 2013. Ces fortes



hausse ont été principalement dues aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérant dans ces branches. A noter que dans la branche « *activités financières* », le flux reçu a augmenté de 5,6 pour cent.

**Tableau 2. Les flux d'IDE par branche d'activités entre 2007 et 2013 (en milliards d'ariary)**

<i>Branche</i>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	-4,8	1,5	14,2	-0,8	-3,3	10,1	21,8
Pêche, aquaculture	-26,1	6,5	18,8	34,7	7,3	41,7	2,12
Activités de fabrication	15,6	1	99,6	41,5	137	93,6	76,4
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	4	-2,5	0,3	0,2	3,8	1,1	28,2
Construction et BTP	236,7	17,6	31,9	53,6	58,9	0,5	6,8
Commerce	0,9	42,4	30,9	18,4	34	48,7	26,6
Hôtels et restaurants	171,1	1,1	37,5	36,1	1,8	6,0	2,86
Transports	-2,8	2,2	10,9	2,9	3,7	30,0	30
Activités financières	37,7	38,1	59,7	57,4	245,4	532,5	560
Immobilier et services aux entreprises	0,6	5,3	7,6	10,5	70,8	31,6	29,7
Distribution pétrolière	108,9	16,3	65,4	58,2	7,8	14,3	90,4
Télécommunication	28,9	147,8	85,8	16,5	72	222,9	145,7
Autres			0,2	-0,1	0	-	-0,1
<b>TOTAL hors « extractives »</b>	<b>570,7</b>	<b>277,3</b>	<b>462,7</b>	<b>329,1</b>	<b>639,3</b>	<b>1 032,9</b>	<b>1020,5</b>
<i>Activités extractives</i>	<i>886,2</i>	<i>1 637,5</i>	<i>2 069,8</i>	<i>1 360,0</i>	<i>1 000,6</i>	<i>750,5</i>	<i>231</i>
<b>TOTAL</b>	<b>1 456,9</b>	<b>1 914,8</b>	<b>2 532,5</b>	<b>1 689,1</b>	<b>1 639,9</b>	<b>1 783,4</b>	<b>1251,5</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

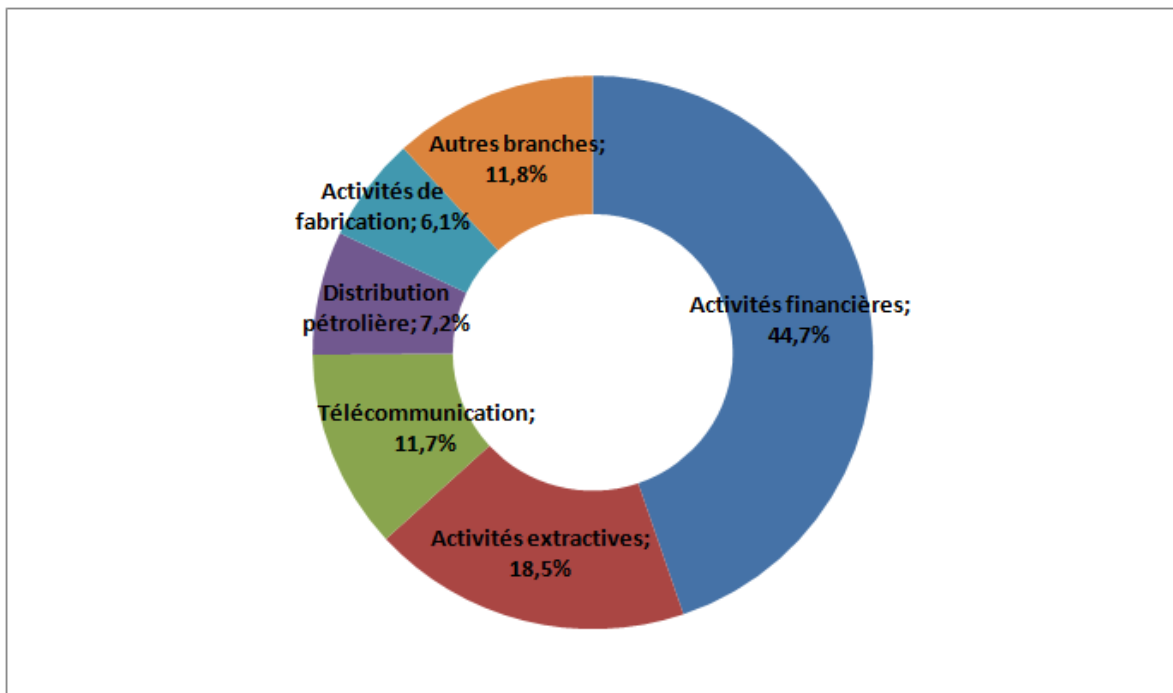
En termes d'évolution, le flux d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a continué de baisser depuis 2010. En 2013, cette baisse a été de -69,2 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette situation est en rapport avec la fin des grands investissements dans le secteur minier. Les deux plus grandes industries extractives QMM et SHERITT sont déjà en phase de production. Cette situation reste la même que celle dans la majorité des Pays en développement. Il est donc à remarquer que, si, par le passé, les IDE reçus par certains pays en développement pauvres se regroupaient dans les industries extractives, l'évolution des investissements de création de capacités au cours des dix dernières années vient changer la donne. En effet, la part des industries extractives décroît rapidement. Selon les données sur les investissements de création de capacités annoncés en 2013, environ 90 % du montant total des projets prévus en Afrique et dans les PMA concernent le secteur manufacturier et les services.<sup>1</sup>

Par ailleurs, force est de signaler que selon le Responsable d'Ambatovy, « *une fois qu'Ambatovy aura atteint sa pleine capacité, le nickel deviendra le premier produit de Madagascar, supplantant ceux plus traditionnels comme la crevette et les épices, et génèrera entre 700 millions et 1,8 milliards de dollars par an, ce qui contribuera à stabiliser la monnaie locale. Les exportations d'Ambatovy placeront Madagascar parmi les 10 premiers pays producteurs de nickel au monde, fournissant 3% de la consommation mondiale de nickel et 12 % de la consommation mondiale de cobalt. Déjà, en 2013, les exportations de nickel et de cobalt ont contribué à 85% de l'augmentation des exportations de Madagascar* »<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> CNUCED 2014, Rapport sur l'investissement dans le Monde

<sup>2</sup> <http://www.ambatovy.com/docs/?lang=fr&p=430#sthash.XTqNCcSp.dpuf>

**Figure 2. Contribution des branches dans le flux d'IDE en 2013**



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Même si les flux d'IDE enregistrés dans les industries extractives ont contracté, avec la branche « *activités financières* », ces deux branches ont généré presque deux tiers du flux total d'IDE en 2013 contre 19,4 pour cent en 2011. En incluant la branche « *télécommunications* », ces trois branches ont généré presque trois quart du flux d'IDE en 2013. A noter qu'en 2013, la part des branches « *hors activités extractives* » a été de 81,5 pour cent, contre 57,9 pour cent en 2012.

## 1-1-2. L'origine des flux d'IDE

En 2013, contrairement aux années précédentes, les cinq premiers pays investisseurs sont : Île Maurice, France, Canada, Royaume Uni, Gabon. Ce sont ceux qui opèrent dans les grands projets miniers, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication.

La France se retrouve au deuxième rang en 2013, tandis qu'elle était au troisième rang en 2011, en enregistrant un flux d'IDE de 278,5 milliards d'ariary au cours de cette année. Le flux d'IDE de la France a donc diminué de -34,5 pour cent par rapport au niveau de 2012.

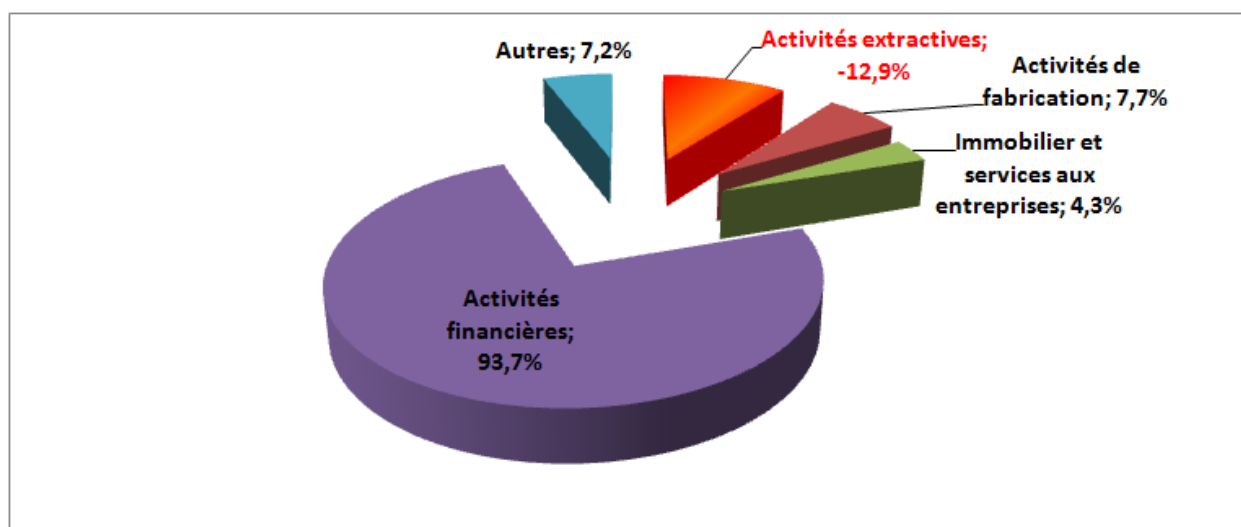
**Tableau 3. Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2007 et 2012 (en milliards d'ariary)**

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Maurice, île	228,6	279,9	254,6	58,8	389	398,2	350,8
France	272,6	291,8	112,6	153,4	293,3	425	278,5
Canada	482,2	927,4	682,1	512,1	502,3	504	140,6
Royaume-Uni	949,8	1 912,2	449,1	16,5	75,7	25	51,1
Chine	66,9	66,4	17,6	127,9	129,3	85,6	26,2
Italie	173,8	174,7	30,9	36,5	-3,3	40,3	19,6
Japon	469,6	575,9	462,5	362,4	2,7	3	0,7
États-Unis	49,6	71,6	109,8	5,7	154	70,8	-4,5
Corée du Sud	304,8	403,2	468,6	347,6	2,6	5	-
Gabon	-	-	-	-	-	-	27,1
Autres	417,5	627	-55,3	68,2	94,3	226,5	364,4
<b>TOTAL</b>	<b>3 415,4</b>	<b>5 330,1</b>	<b>2 532,5</b>	<b>1 689,1</b>	<b>1 639,9</b>	<b>1 783,4</b>	<b>1 254,5</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

En 2012, les IDE de la France se sont orientés principalement vers les « activités financières », et « activités de fabrication ». A remarquer que la part des « activités extractives » devient négative (-12,9 pour cent) en 2013 tandis qu'elles détenaient 21 pour cent des IDE de la France en 2012.

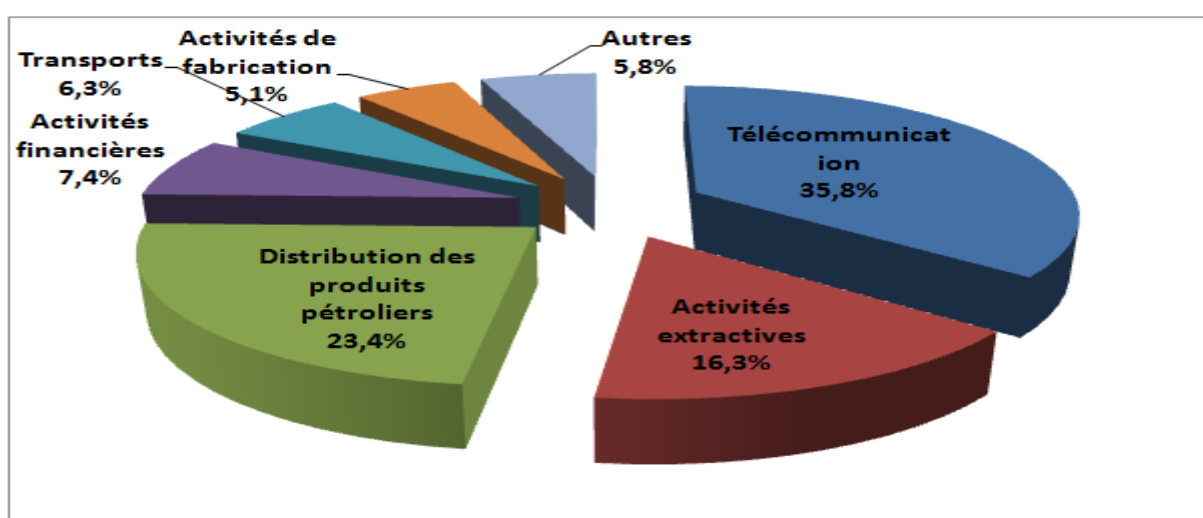
**Figure 3. Répartition du flux d'IDE Français à Madagascar par branche d'activité en 2012.**



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne les flux d'IDE en provenance des investisseurs mauriciens, une baisse de -11,9 pour cent a été enregistrée en 2013 par rapport à l'année 2012. Toutefois, l'île Maurice se trouve au premier rang. En comparant avec la situation de l'année 2007, le flux d'IDE de l'île Maurice est resté sur une dynamique positive avec une hausse moyenne annuelle de 7,4 pour cent. En termes de moyenne, une entreprise à capitaux mauriciens a reçu en moyenne 4,2 milliards en 2013. A noter que cette moyenne a baissé par rapport à l'année précédente qui a été de 5,7 milliards d'ariary. La branche «*télécommunication*» est le principal bénéficiaire des flux d'IDE mauriciens, avec une part de 35,8 pour cent. La 2<sup>nd</sup>e branche bénéficiaire est la «*distribution de produits pétroliers*» avec 23,4 pour cent des flux d'IDE totaux mauriciens. La branche «*activités extractives*» se trouve en troisième position (16,3%). Ensuite, l'on enregistre les «*activités financières*» (7,4%), «*transport et auxiliaires de transport*» (6,3 %), et les «*activités de fabrication*» (5,1%).

**Figure 4. Répartition du flux d'IDE mauriciens à Madagascar par branche d'activité en 2013.**



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne les flux d'IDE du Canada à Madagascar, ceux-ci ont été de 104,6 milliards d'ariary en 2013 contre 504 milliards d'ariary en 2012, soit une baisse de -72,1 pour cent. L'apport du Canada dans l'ensemble du flux d'IDE a été de 11,2 pour cent en 2013 et de 25,7 pour cent en 2012. Cette diminution des flux est toujours en rapport avec la fin des grands investissements liés au projet d'Ambatovy. A noter que presque la totalité des flux d'IDE Canadien se concentre dans la branche «*activités extractives*».

Concernant les investisseurs du Royaume-Uni qui se trouve en quatrième position, ils redeviennent plus actifs par rapport à l'année précédente, leurs apports ont été de 4,1 pour cent en 2013 contre respectivement 1,3 pour cent en 2012, 4,6 pour cent en 2011 et 17,7 pour cent en 2009. Cette situation principalement liée à l'investissement réalisé dans la branche «*activités extractives*».

Il faut remarquer la diminution des flux d'IDE des opérateurs chinois pour l'année 2013 par rapport aux années précédentes. Le poids du flux d'IDE en provenance de la Chine est de 2,1 pour cent en 2013 contre 4,4 pour cent en 2012, 7,9 pour cent en 2011 et 7,6 pour cent en 2010. En 2013, ces flux d'IDE sont concentrés dans les branches «*activités fabrications* (82%)», «*activités extractives*» (16,2%) et «*construction et BTP*» (1,7%).

Concernant les flux en provenance des investisseurs Italiens, on constate une diminution de -51,4 pour cent des investissements directs étrangers, mais les nouveaux investissements se tournent principalement vers la branche « Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau ».

Pour ce qui est des investisseurs américains, les flux des IDE entrants des Etats unis à Madagascar deviennent négatifs (-4,5 milliards Ariary). Ce désinvestissement se trouve dans les branches « *activités de Fabrication* » mais l'on note les investissements positifs dans les branches « *activités financières* » et « *Immobilier et services aux entreprises* » en 2013.

Enfin, les flux d'IDE en provenance des Pays d'Afrique deviennent non négligeables. En effet, la part du Gabon dans les flux totaux d'IDE entrant de Madagascar est de 27,1 milliards Ariary, soit au cinquième rang. Ces flux représentent 2,2% de l'ensemble.

### 1-1-3. Prévision des flux d'IDE pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013

Les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leurs intentions de recourir ou non au financement de type IDE, c'est-à-dire en provenance des actionnaires détenant plus de 10 pour cent du capital ou des entreprises sœurs appartenant au même groupe. Le tableau suivant donne les résultats des premières estimations.

**Tableau 4. Prévision du flux d'IDE selon la branche d'activité au 1<sup>er</sup> semestre 2014**

<i>Branche</i>	<i>1er semestre 2014 (en milliards d'ariary)</i>
Agriculture	3,4
Pêche, aquaculture	5,0
Activités de fabrication	34,8
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	3,9
Construction et BTP	0,0
Commerce	2,2
Hôtels et restaurants	0,0
Transports	1,5
Activités financières	0,5
Immobilier et services aux entreprises	0,5
Distribution pétrolière	405,0
Télécommunication	5,3
Autres	0,0
<b>TOTAL hors « extractives »</b>	<b>462,1</b>
Activités extractives	209,0
<b>TOTAL</b>	<b>671,1</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

L'enquête a permis d'estimer à hauteur de 671,1 milliards d'ariary le flux attendu pour le 1<sup>er</sup> semestre 2013. Ce qui représente 53,6 pour cent de la réalisation de l'année 2013. Les flux d'IDE au premier semestre 2013 dans les branches « *Distribution pétrolière* » et « *activités extractives* » seraient respectivement de 405 milliards d'ariary et de 209 milliards d'ariary, soient 60,3 et 31,1 pour cent du flux total. La deuxième branche resterait toujours parmi les pourvoyeuses des flux d'IDE entrant de Madagascar. Les flux en provenance des investisseurs ayant des intérêts durables dans des entreprises exerçant au niveau de la branche « *distribution pétrolière* » pourraient par ailleurs être en 2014, une des principales sources d'IDE pour notre économie.

### 1-1-4. Les dividendes distribués en 2013

En 2012, seulement 9% des entreprises ont payé des dividendes aux investisseurs directs. Cependant, les dividendes payés aux investisseurs directs étrangers ont connu une importante hausse de 60,0 pour cent par rapport à l'année précédente. Les tableaux suivants donnent la répartition de ceux-ci par actionnaires bénéficiaires et par branche d'activités.

**Tableau 5. Les dividendes payés selon le pays de résidence des investisseurs en 2013**

Pays	2013	
	Montant (en milliards d'ariary)	%
Canada	3,6	2,7%
France	84,6	64,6%
Japon	0,1	0,0%
Maurice	33,2	25,4%
Pays Bas	0,1	0,1%
La Réunion	7,9	6,1%
USA	1,1	0,9%
Autres	0,4	0,3%
<b>TOTAL</b>	<b>131,0</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Les investisseurs résidents en France sont les principaux bénéficiaires des dividendes distribués en 2012 (64,6 %). Viennent ensuite les investisseurs mauriciens et réunionnais (25,4% et 6,1%).

Les paiements des dividendes proviennent essentiellement de deux branches d'activités: « *activités financières* » (65,3%), « *activités de fabrication* » (14,5%).

**Tableau 6. Les dividendes payés par branche en 2013 (en milliards d'ariary)**

Branche	2013	
	Montant (en milliards d'ariary)	Répartition en %
Agriculture	-	0,0%
Pêche, aquaculture	-	0,0%
Activités extractives	0,2	0,2%
Activités de fabrication	19,0	14,5%
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	7,2	5,5%
Construction et BTP	0,0	0,0%
Commerce	5,8	4,4%
Hôtels et restaurants	-	0,0%
Transports	7,1	5,4%
Activités financières	85,5	65,3%
Immobilier et services aux entreprises	2,2	1,7%
Distribution pétrolière	-	0,0%
Télécommunication	3,6	2,7%
Autres	0,0	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>

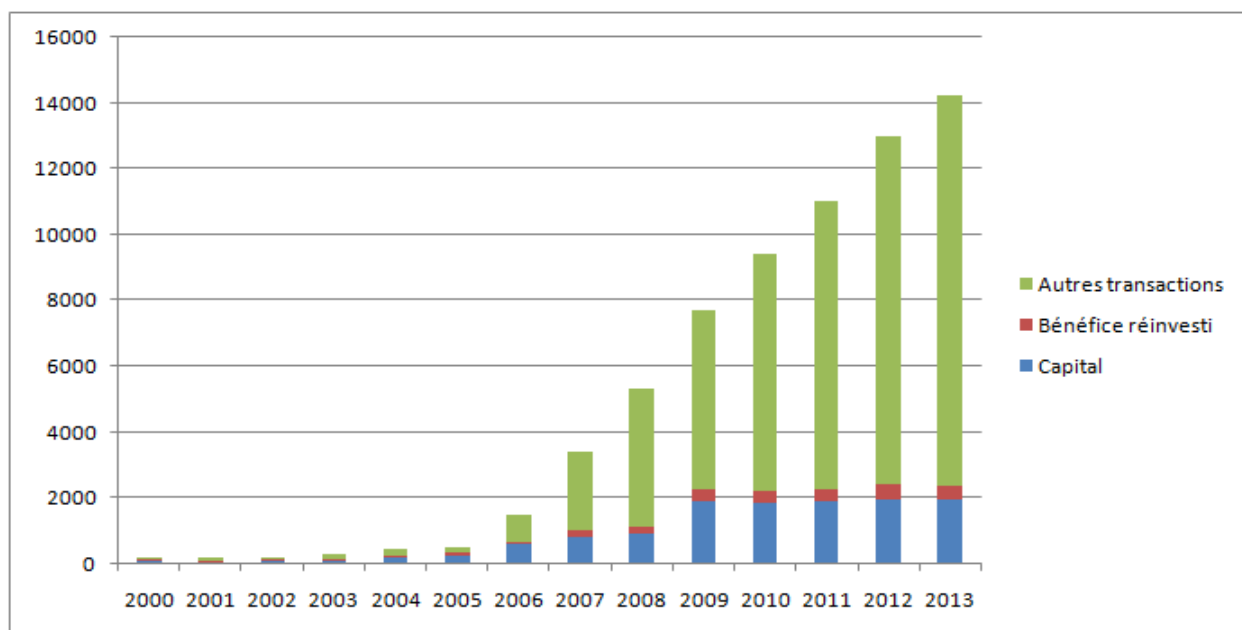
Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

## 1-2. Stocks des investissements directs étrangers

### 1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE

L'évolution des stocks d'IDE à Madagascar a connu deux périodes différentes. La 1<sup>ère</sup> période, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23,0 pour cent jusqu'en 2005. La 2<sup>ème</sup> période, marquée par la mise en œuvre de deux grands projets miniers, à partir de l'année 2006, a vu l'expansion des IDE pour atteindre les 14 261,3 milliards d'ariary, soit l'équivalent de 6,5 milliards de dollars américains à fin 2013.

Figure 5. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2013



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

Le grand boom, enregistré en 2007, est relatif à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers (l'exploitation de l'ilménite par QMM et celle du cobalt et du nickel du projet d'Ambatovy).

Depuis, le niveau du stock d'IDE a été fonction de la réalisation de ces investissements. Ainsi, entre 2007 et 2011, le rythme de la croissance en valeur des stocks d'IDE tend à diminuer, en passant de 112,0 pour cent en 2007, à respectivement 56,1 pour cent en 2008, 44,8 pour cent en 2009, 21,9 pour cent en 2010, 17,4 pour cent en 2011, 17,8 pour cent en 2012. En 2013, cette croissance est de 9,6 pour cent.

L'importance accordée par les investisseurs au poste « *autres transactions* » est significative pour l'année 2013. Ce poste a enregistré une hausse de 12,2 pour cent. Le poste « *capital social* » a accusé une légère augmentation de 0,8 pour cent tandis que celui des « *bénéfices réinvestis* » a diminué de -11,8 pour cent.

### 1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité

Avant l'année 2006, la présence étrangère s'est surtout intensifiée au niveau des entreprises de la branche « *activités de fabrication* ». En fait, les IDE reçus par cette branche sont venus essentiellement de la mise en place de la zone franche industrielle, visant principalement le secteur de l'industrie légère exportatrice. Après 2006, le paysage des entreprises d'IDE a été bouleversé par la mise en œuvre des investissements dans la branche « *activités extractives* ».

**Tableau 7. Le stock d'IDE par branches d'activités de 2006 à 2013 (en milliards d'ariary)**

<i>Branches d'activité</i>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	16,9	18,3	32,5	31,7	28,4	38,5	60,3
Pêche, pisciculture, aquaculture	17,0	22,5	41,3	76,0	83,3	125,0	127,1
Activités de fabrication	143,7	176,9	276,5	318,0	455,0	548,6	625,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,5	1,1	1,4	1,6	5,4	6,5	34,7
Construction et BTP	289,5	301,6	333,6	387,2	446,1	446,6	453,4
Commerce et réparation de véhicule	62,1	107,2	138,2	156,6	190,6	239,3	265,9
Hôtels et restaurants	172,1	173,1	210,6	246,7	248,5	254,5	257,4
Transports et auxiliaires de transport	8,4	11,2	22,1	25,0	28,7	58,7	88,7
Activités financières	147,9	213,5	273,2	330,6	585,6	1 298,9	1 858,9
Immobilier, location et services aux entreprises	13,5	29,4	37,0	47,5	118,3	149,9	179,6
Distribution de produits pétroliers	105,5	116,8	182,2	240,4	248,2	262,5	352,9
Télécommunication	102,4	282,5	368,3	384,8	457,2	680,1	825,8
Autres branches			0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
<b>Total sans extractives</b>	<b>1 079,5</b>	<b>1 454,2</b>	<b>1 916,8</b>	<b>2 245,9</b>	<b>2 895,4</b>	<b>4 109,2</b>	<b>5 129,7</b>
Activités extractives	2 089,0	3 729,9	5 799,8	7 159,8	8 150,2	8 900,7	9 131,7
<b>Total</b>	<b>3 168,6</b>	<b>5 184,1</b>	<b>7 716,6</b>	<b>9 405,7</b>	<b>11 045,6</b>	<b>13 009,8</b>	<b>14 261,3</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

A la fin de l'année 2013, le stock d'IDE reçu par la branche « *activités extractives* » a été évalué à 9 131,7 milliards d'ariary, soit l'équivalent d'environ 4,14 milliards de dollars américains. Ce qui représente 64,0 pour cent de l'ensemble du stock d'IDE. Le taux d'accroissement du stock d'IDE de cette branche est de 2,6 pour cent par rapport à l'année 2012.

En dehors de la branche « *activités extractives* », il est à noter que dans l'ordre décroissant : « *activités financières* » (13%), « *télécommunication* » (5,8%), « *activités de fabrication* » (4,4 %), « *construction et BTP* » (3,2%), « *hôtels et restaurants* » (1,8%) et la « *distribution de produits pétroliers* » (2,5 %) du stock hors « *activités extractives* ». Il faut remarquer une diversification plus prononcée de la présence des investisseurs étrangers dans l'économie du pays. Par ailleurs, la branche des « *activités de fabrication* » n'occupe que la quatrième place, en termes de stock d'IDE, alors qu'elle a été toujours à la première place avant 2006. Il faut également signaler l'importance du stock d'IDE dans les branches « *distribution de produits pétroliers* », d'autant plus qu'une intensification de la promotion des investissements directs étrangers dans cette branche à Madagascar a été remarquée au cours des deux dernières années.

### 1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE

Pour terminer l'analyse sur le stock d'IDE, il est intéressant de procéder à l'identification des pays partenaires. A l'instar des autres années, depuis la mise en œuvre des investissements massifs dans les activités extractives, les pays investisseurs dans ce secteur dominant l'environnement des IDE à



Madagascar. Le tableau suivant donne un aperçu du stock d'IDE selon les pays de résidence des investisseurs directs étrangers à Madagascar.

**Tableau 8. Le stock d'IDE selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 à 2013**

<i>En milliards d'ariary</i>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Canada	635,6	1 006,1	1 688,3	2 200,4	2 442,40	2 946,4	3 087,0
Royaume-Uni	752,1	1 804,7	2 253,8	2 270,3	2 346,00	2 371,0	2 422,1
Japon	473,2	579,4	1 041,9	1 404,3	1 406,90	1 409,9	1 410,6
Corée du Sud	306,3	404,6	873,3	1 220,9	1 282,10	1 229,5	1 229,5
France	268,1	343,1	455,7	609,1	1 223,60	1 760,1	2 038,6
Maurice, île	188,6	238,3	492,9	551,7	940,7	1 438,4	1 789,2
Etats-Unis	50,7	91,4	201,2	183,3	337,3	408,1	403,6
Italie	173,8	174,2	205,1	241,6	238,3	278,6	298,2
Chine	54	56,2	73,9	201,8	210,1	295,7	321,9
Bermudes	86,4	118,7	127,4	137,2	137,2	137,2	137,2
Réunion	26,5	28,9	33	56,9	97,9	140,8	143,5
Hong-Kong	37	40,8	75,5	78,4	77,7	77,7	77,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1	68,3	72,7	72,7	96,7
Suisse	25,5	30,4	33,5	63,5	71,8	75,6	71,2
Suède	-	17,7	31,7	31,7	31,7	31,9	31,9
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8	12,9	12,7	13,6	22,6
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2	11,5	11,5	11,5	-10,7
Inde	-	4,5	4,9	1,6	1,6	21,6	21,1
Autres	60,8	207,1	53,4	60,1	103,3	289,5	669,3
<b>Total</b>	<b>3 168,6</b>	<b>5 184,6</b>	<b>7 716,6</b>	<b>9 405,7</b>	<b>11 045,6</b>	<b>13 009,8</b>	<b>14 261,3</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

Les trois principaux pays sources des stocks d'IDE sont le *Canada*, le *Royaume Uni* et la *France*. Les investisseurs de ces pays opèrent essentiellement dans la branche des « *activités extractives* » à Madagascar. Après ces trois pays, on retrouve dans l'ordre décroissant : *l'île Maurice*, le *Japon*, la *Corée du Sud* et les *Etats-Unis*. Les stocks d'IDE reçu de ces sept pays représentent plus de 86,8 pour cent de l'ensemble à la fin de l'année 2013. Par rapport à l'année 2010, en termes de stock, le poids des investisseurs français a connu un changement relativement important et ce, suite essentiellement aux flux d'investissement français dans la branche « *activités financières* » en 2012 et 2013.

Il faut également souligner l'importance des stocks d'IDE Chinois à Madagascar qui ont été multiplié par six au cours de ces six dernières années. La présence des investisseurs chinois a été marquée par l'octroi de permis à WISCO pour l'exploitation du fer dans la partie ouest du pays. Leur part dans l'exploration du pétrole et dans le secteur « *activité de fabrication* » n'est par ailleurs pas négligeable.

### 1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2013

Les investissements directs sont des investissements internationaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie autre que celle de l'investisseur. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. Cette notion permet de différencier, parmi les mouvements internationaux de capitaux, les IDE des IPF (investissements de portefeuille). Ces derniers sont considérés comme des placements internationaux, alors que les IDE impliquent un pouvoir de décision de l'investisseur sur

l'entreprise rachetée ou construite à l'étranger. En 2013, le flux d'IPF a été évalué à 29,2 Milliards d'ariary, soit 2,3 pour cent des investissements étrangers entrants à Madagascar en 2013.

**Tableau 9. Flux d'IPF par branche d'activité en 2013**

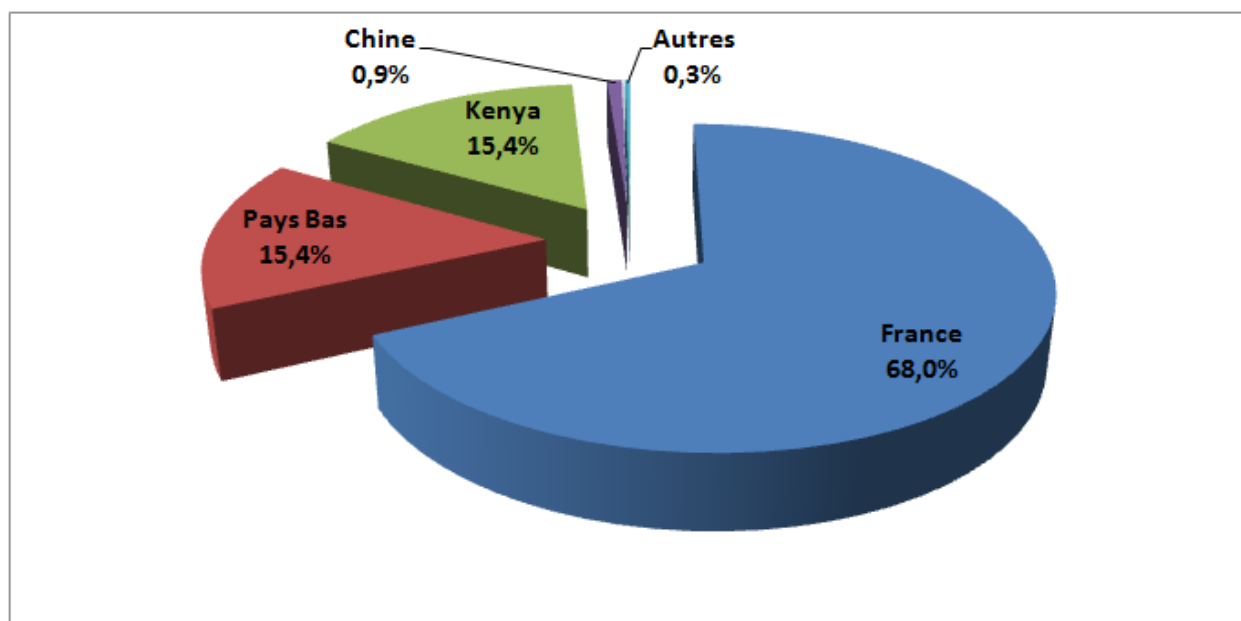
<i>Pays</i>	<i>IPF en millions d'ariary</i>	<i>Part en %</i>
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	15,0	0,1%
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,0	0,0%
Activités extractives	140,0	0,5%
Activités de fabrication	274,0	0,9%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	20,4	0,1%
Construction et BTP	0,0	0,0%
Commerce et réparation de véhicule	0,5	0,0%
Hôtels et restaurants	0,0	0,0%
Transports et auxiliaires de transport	10,0	0,0%
Activités financières	19 600,0	67,1%
Immobilier, location et services aux entreprises	200,0	0,7%
Distribution de produits pétroliers	0,0	0,0%
Télécommunication	8 970,0	30,7%
Autres	0	0,0%
<b>Total</b>	<b>29 229,9</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT.

Le tableau ci-dessus montre que le flux d'IPF en 2013 s'est concentré principalement dans les activités financières (avec un poids de 67,1 pour cent de l'ensemble). Et la branche « télécommunication » génère 30,7 pour cent de l'ensemble des flux d'IPF entrants.

En 2013, 68 pour cent des flux d'IPF entrants ont été issus de la France. Viennent ensuite les Pays Bas et Kenya, fournissant chacun 15,4 pour cent de ces flux.

**Figure 6. Flux d'IPF par Pays en 2013 (en %)**



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

## 1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il est question, dans cette section, d'appréhender l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache et l'impact des crises, particulièrement, en termes de valeur ajoutée, base du PIB, et en termes de création d'emploi.

**Tableau 10. Chiffre d'affaires, VA et Emplois générés par les entreprises à investissement étranger**

Rubriques	Chiffre d'affaires (en milliards d'ariary)					Valeur ajoutée (en milliards d'ariary)					Emploi (Effectif)				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprise d'IPF	1,2	0,4	77,2	12,3	77,2	0,1	0	10,7	7,8	12,1	143	36	1 056	500	1 276
Entreprise d'IDE	3 441,0	3 748,0	3 620,0	3 980,0	4 522,8	857	939	957	1 050,0	916,9	60 057	62 707	60 104	63 800	63 864
Dont Entreprises															
Affiliées	369	540	429	625,0	624,0	132	190	201	254,6	311,0	13 910	22 907	10 700	10 500	11 735
Filiales	2 520,0	2 680,0	2 600,0	2 749,5	3 440,0	523	556	538	562,3	484,0	32 095	27 693	36 754	39 000	39 102
Succursales	552	528	591	617,8	458,0	202	193	218	240,9	122,0	14 052	12 107	12 650	14 800	13 027
Ensemble	3 442,2	3 748,4	3 697,2	3 992,3	4 600,0	857,1	939	968	1 057,8	929,0	60 200	62 743	61 160	64 300	65 140

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

En 2013, le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises d'investissement étranger a été de 4 600 milliards d'ariary, contre 3 992,3 milliards d'ariary en 2012, soit une hausse de 15,2 pour cent sur la période. Il faut noter que le chiffre d'affaires ne cesse d'augmenter depuis 2009.

Toujours pour cette même année, les filiales, représentant près de la moitié de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers ont dégagé trois quart du chiffre d'affaires total. En ce qui concerne les entreprises affiliées et les succursales, elles ont enregistré 13,6 pour cent et 10,0 pour cent du chiffre d'affaires. Les entreprises affiliées ont vu leur part augmenter par rapport aux années précédentes.

Les entreprises d'investissements étrangers sont parmi les pourvoyeurs d'emploi à Madagascar. Cependant, la crise financière et surtout la crise sociopolitique ont eu des effets néfastes sur l'emploi. Près de 81 000 emplois ont été créés en 2008, contre 60 200 en 2009, soit une perte d'environ 21 000. Entre 2010 et 2011, l'on a enregistré une baisse de 2,5 pour cent attribuable à la perte d'emplois dans la branche activité de fabrication. Mais en 2012 et 2013, l'on a constaté une légère augmentation des emplois au niveau des entreprises à capitaux étrangers, respectivement de l'ordre de 5,1 pour cent en 2012 et 1,3 pour cent en 2013. Cette hausse en 2012 est due au recrutement du personnel essentiellement dans les entreprises de type affiliées et les succursales tandis qu'en 2013, elle est due au recrutement dans les entreprises affiliées et filiales.

Les résultats montrent qu'en 2013 une entreprise affiliée a employé en moyenne 90 personnes, une filiale autour de 250 personnes et une succursale près de 120 personnes. Ces moyennes ont augmenté en 2013 par rapport à l'année précédente. Selon les branches d'activité, ce sont les « pêches et aquaculture », « activités de fabrication » et « construction et BTP » qui emploient en moyenne plus 400 personnes. Ces trois branches disposent respectivement en moyenne 984, 650 et 407 employés.

Quant à la valeur ajoutée créée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers en 2013, elle a diminué par rapport aux trois dernières années. En effet, elle est de 929 milliards d'ariary en 2013, 1 057,8 milliards d'ariary en 2012, 968 milliards ariary en 2012, et 939,0 milliards d'ariary en 2010. La hausse enregistrée en 2013 par rapport à l'année 2012 est de -12,2 pour cent. Elle est due principalement aux augmentations des intrants.

En 2013, 53,0 pour cent de la valeur ajoutée dégagée par l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers proviennent des entreprises filiales.

**Tableau 11. Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail**

	Taux de valeur ajoutée (en %)						Productivité apparente (En millions d'ariary)					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Entreprise d'IPF	27,9	6,7	6,7	13,9	63,4	15,7	3	0,6	0,7	10,1	15,6	9,5
Entreprise d'IDE	28,6	24,9	25,1	26,4	26,4	20,3	17,8	14,3	15	15,9	16,5	14,4
Dont Entreprises Affiliés	28,5	35,8	35,2	46,9	40,7	49,8	7,8	9,5	8,3	18,8	24,2	26,5
Filiales	28,6	20,8	20,7	20,7	20,5	14,1	24,5	16,3	20,1	14,6	14,4	12,4
Succursales	28,5	36,6	36,6	36,9	39,0	26,6	8,4	14,4	15,9	17,2	16,3	9,4

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

En 2009, la productivité des entreprises à capitaux étrangers, après la crise sociopolitique, est un peu moins élevée par rapport à celle des années 2007 et 2008, mais par la suite elle tend à évoluer positivement. Le niveau des réalisations de l'année 2012 donne une productivité apparente de 16,5 millions d'ariary, contre 15,8 millions d'ariary en 2011, soit une hausse de 0,7 points. Cependant, cette productivité apparente a diminué de -12,8 pour cent en 2012 (14,4 millions Ar par employé en 2013 contre 16,5 millions Ar par employé en 2012). Ainsi, le taux de valeur ajoutée est de 20,3 pour cent en 2013, contre 26,4 pour cent l'année d'avant. Cette évolution à la baisse de la valeur ajoutée résulte de l'augmentation des consommations intermédiaires de certaines entreprises.

Pour ce qui est des entreprises d'IPF, la productivité apparente de travail est de 9,5 en 2013, contre 15,6 en 2012, tandis que le taux de valeur ajoutée a presque divisé par quatre entre cette période.

En ce qui concerne les entreprises affiliées, filiales et succursales, seul le taux de valeur ajoutée des entreprises affiliées a enregistré un accroissement de 9,1 points en 2013 par rapport à l'année précédente, montrant une performance de la main d'œuvre. Pour les deux autres types d'entreprises à capitaux étrangers, leurs performances sont en baisse. En effet, pour les filiales, les taux de valeur ajoutée ont diminué, en passant de 20,5 pour cent en 2012 à 14 ;1 pour cent et 2012, soit une baisse de 6,4 points. Il en est de même pour leurs productivités apparentes, passant de 14,4 millions d'ariary en 2012, à 12,4 millions d'ariary en 2013.

Concernant la structure de l'emploi par branche d'activité, elle montre l'importance des activités de fabrication qui regroupent plus de la moitié de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. Après cette branche, la branche « *activité financière* » se démarque et devient un peu plus importante en termes de création d'emplois. Cette branche occupe 8,1 pour cent de l'ensemble en 2013.

**Tableau 12. Répartition du CA, de la VA et de l'emploi des entreprises à capitaux étrangers en 2012**

<i>Branche</i>	<i>Chiffre d'affaires (CA) en %</i>	<i>Valeur Ajoutée (VA) en %</i>	<i>Emploi</i>
Agriculture	0,7%	1,1%	5,8%
Pêche	2,7%	1,1%	6,1%
Activités extractives	0,4%	6,0%	3,8%
Activités de fabrications	14,5%	17,0%	52,7%
Production d'électricité, d'eau et de gaz	1,6%	2,7%	1,1%
Construction et BTP	0,7%	1,2%	5,7%
Commerce	5,3%	3,9%	2,7%
Hôtels et restaurants	0,2%	0,3%	0,5%
Transports, auxiliaires de transport	2,1%	2,7%	2,7%
Activités financières	13,0%	29,8%	8,1%
Immobilier et services aux entreprises	11,7%	5,7%	7,1%
Distribution de produits pétroliers	35,0%	-1,3%	0,7%
Télécommunication	12,0%	29,4%	2,7%
Autres	0,1%	0,3%	0,1%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

En ce qui concerne la valeur ajoutée, les activités financières, la télécommunication et les activités de fabrication, accaparent respectivement 29,8 pour cent, 29,4 pour cent et 17 pour cent de la valeur ajoutée totale en 2013.

## 1-5. Environnement des affaires des entreprises d'IDE

L'avis des dirigeants des entreprises malgache à investissements directs étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar sera traité dans ce chapitre. L'analyse qualitative viendra ici en soutien de l'analyse quantitative dans les chapitres précédents. Dans ce sens, son importance réside dans sa nature à pouvoir consolider ou affirmer les divers résultats et hypothèses évoqués dans l'analyse quantitative, et ainsi, à permettre une vision plus large des entreprises à investissements directs étrangers à Madagascar.

Plus précisément, le présent chapitre s'articulera en deux points : (i) les atouts et handicaps de Madagascar, et (ii) la situation actuelle des entreprises au vu de leurs dirigeants.

### 1.5.1. Atouts et handicaps de Madagascar

L'indicateur à suivre dans ce paragraphe est dénommé « le solde d'opinion ».c'est afin de mieux synthétiser les opinions des dirigeants des entreprises malgaches à investissements directs étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar.

Après la collecte des données, plusieurs facteurs ne permettent pas d'avoir un environnement des affaires sereines à Madagascar. Selon les opinions des dirigeants des entreprises à investissements directs étrangers, depuis l'année 2011, sur dix facteurs proposés, seuls quatre se sont soldés avec un bilan positif. Il s'agit du « *Coût de la main d'œuvre* », de « *l'infrastructure de télécommunication* », des « *caractéristiques du marché* » tel que la disponibilité de main d'œuvre qualifié et la flexibilité des horaires de travail, et de la disponibilité de fournisseurs locaux.

**Tableau 13. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques facteurs**

Rubriques (en %)	2011	2012	2013
Coût de la main d'œuvre	155	135	190
Caractéristiques du marché	43	39	53
Fiscalité	-149	-124	-179
Accès au financement	-150	-107	-126
Droit des affaires	-61	-54	-86
Infrastructure de transport	-159	-125	-166
Infrastructure de télécommunication	69	50	55
Stabilité politique	-307	-250	-254
Coûts des matières premières	-41	-33	-22
Disponibilité des fournisseurs locaux	9	11	16

Source : Enquête IDE/IPF 2014

### **Les principaux atouts et handicaps**

Comme caractéristique de tous les pays en développement dont Madagascar fait partie, notre premier atout évoqué par les entrepreneurs est le facteur « *cout de la main d'œuvre* », 32 pour cent d'entre eux le confirment. Suivi par le « *caractéristique du marché* », vient ensuite « *l'existence progressif des infrastructures de télécommunication* » et la « *disponibilité des fournisseurs locaux* ». Respectivement 17 pour cent, 15 pour cent et 12 pour cent des dirigeants des entreprises l'affirment.

**Tableau 14. Les principaux atouts de Madagascar**

Rubriques (en %)	1 <sup>er</sup> Atout		2 <sup>ème</sup> Atout		3 <sup>ème</sup> Atout		Ensemble	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Coût de la main d'œuvre	69	74	11	9	8	4	32	32
Caractéristiques du marché	6	5	27	34	13	13	15	17
Fiscalité	2	3	5	3	13	9	6	5
Accès au financement	2	3	4	4	5	5	4	4
Droit des affaires	4	1	4	4	9	7	6	4
Infrastructure de transport	2	1	3	3	3	2	2	2
Infrastructure de télécommunication	6	7	23	23	19	17	15	15
Stabilité politique	1	0	0	0	0	1	0	1
Coûts des matières premières	2	3	14	10	14	17	10	10
Disponibilité des fournisseurs locaux	5	3	10	11	14	25	9	12
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

En ce qui concerne les handicaps de Madagascar en matière de l'environnement des affaires, le facteur à caractère conjoncturel tel que « *l'instabilité politique* » représente le premier blocage sur le développement des entreprises à investissements directs étrangers ; la plupart, 44 pour cent (28 pour cent de l'ensemble) des entrepreneurs a précisé ce constat. Aussi, le facteur à caractère administratif comme la « *fiscalité* » (20 pour cent de l'ensemble des entrepreneurs), constitue un grand handicap pour les investisseurs étrangers. Suivi par l'état dégradé des « *infrastructures de transport* » et par la difficulté à l'« *accès au financement* » ; respectivement 12 pour cent et 11 pour cent de l'ensemble.

**Tableau 15. Les principaux handicaps de Madagascar**

Rubriques (en %)	1 <sup>er</sup> Handicap		2 <sup>ème</sup> Handicap		3 <sup>ème</sup> Handicap		Ensemble	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Coût de la main d'œuvre	5	3	11	2	4	3	7	3
Caractéristiques du marché	4	5	27	4	5	4	11	4
Fiscalité	16	28	5	20	19	13	13	20
Accès au financement	6	6	4	18	9	10	6	11
Droit des affaires	0	4	4	6	9	18	4	9
Infrastructure de transport	2	6	3	14	19	18	8	12
Infrastructure de télécommunication	2	2	23	4	5	8	9	4
Stabilité politique	62	4	0	24	13	15	27	28
Coûts des matières premières	2	1	14	7	9	5	8	4
Disponibilité des fournisseurs locaux	1	0	10	3	8	8	6	4
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

### 1.5.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs

Pour la première fois, depuis la crise socio-politique en 2009, le solde d'opinion des chefs d'entreprise sur « *la situation des entreprises* » à Madagascar était positif. Cela signifie un léger regain de confiance des entrepreneurs à investir sur la grande Ile. Quant à « *la situation du secteur d'activité* », les opinions se penchaient toujours vers le négatif (-7 pour cent).

**Tableau 16. Evolution des activités en 2013 par rapport à l'année 2012**

<i>Rubriques (en %)</i>	<i>S'est amélioré</i>	<i>Est restée inchangé</i>	<i>S'est détériorée</i>
La situation de votre entreprise	36	35	29
La situation de votre secteur d'activité	25	43	32

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

Si tels sont les opinions des dirigeants sur la situation des entreprises et ces secteurs d'activités, il est intéressant de connaître les raisons qui entravent leurs activités. Trois facteurs majeurs étaient identifiés : primo l'environnement politique (77 pour cent) des entrepreneurs l'ont évoqués ; secundo l'existence des contraintes financières (52 pour cent) et tertio l'insuffisance de la demande (52 pour cent).

**Tableau 17. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2013**

<i>Rubriques (en %)</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>
Demande insuffisante	64	52
Insuffisance d'un personnel que vous avez des difficultés à accroître	17	16
Insuffisance de votre équipement ou matériel	28	23
Des contraintes financières	53	52
L'environnement politique	84	77
Autres facteurs	35	31
Sans objet (actuellement l'entreprise est en mesure de développer ses activités)	43	41

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT



## **CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel**

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de Production Industrielle (IPI). La première section traitera la répartition des entreprises à investissements directs étrangers selon la nomenclature internationale des Nations Unies. En deuxième section sera traité le volume de la production industrielle, en troisième section l'indice de production industrielle (production évaluée au prix de l'année de base) et en quatrième section les coûts de production de ces entreprises.

### **2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers**

L'effectif des entreprises industrielles à investissements directs étrangers en activité est estimé à 50 à la fin du premier semestre 2014 contre 45 pour l'année précédente, soit une hausse de 10 pour cent. Cinq nouvelles entreprises industrielles à Investissements Directs Etrangers ont été identifiées, constat reflétant le retour de la confiance des opérateurs étrangers à l'économie nationale. 2 960 nouveaux emplois ont été créés, rapportant l'effectif de l'emploi total généré par ces entreprises industrielles à 26 820, dont 40 pour cent d'emplois temporaires, et 80 pour cent concentrés dans la division «*Fabrication de textiles et articles d'habillement* ».

La répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE à la fin du premier semestre 2014 est rapportée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 13. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE en premier semestre 2014**

<b>CITI</b>		<b>Ensemble</b>	<b>IPF</b>	<b>affiliée</b>	<b>Filiale</b>	<b>Succursale</b>
<b>Rev.3</b>	<b>Libellés</b>	<b>En %</b>	<b>En %</b>	<b>En %</b>	<b>En %</b>	<b>En %</b>
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	12,2	0,0	9,1	14,3	16,7
16	Fabrication de produits à base de tabac	4,1	25,0	0,0	3,6	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	38,8	25,0	27,3	46,4	33,3
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	4,1	0,0	9,1	3,6	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	2,0	0,0	0,0	3,6	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	2,0	0,0	0,0	3,6	0,0
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	12,2	0,0	27,3	7,1	16,7
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	6,1	0,0	18,2	3,6	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,0	0,0	0,0	3,6	0,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,1	0,0	0,0	3,6	16,7
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	2,0	0,0	0,0	0,0	16,7
35	Fabrication d'autres matériels de transport	2,0	0,0	0,0	3,6	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	8,2	50,0	9,1	3,6	0,0
	<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

Dans l'ensemble, la branche d'activité de fabrication est divisée en 17 divisions d'activité. Les entreprises industrielles à investissements directs étrangers ont dominé quatre divisions dont : (i) «*Fabrication de textiles et articles d'habillement* » (38,8 pour cent), (ii) «*Fabrication des produits alimentaires et des boissons* » (12,2 pour cent), «*Fabrication des produits chimiques - Produits pharmaceutiques -Corps gras* » (12,2 pour cent) et «*Fabrication de meubles et autres activités de fabrication* » (8,2 pour cent).

Pour les entreprises IPF, leur effectif reste faible par rapport aux entreprises IDE, ne représentant que 8 pour cent des entreprises recensées à la fin du premier semestre 2014. Elles s'orientent en trois divisions d'activité : la «*Fabrication de meubles et autres activités de fabrication* », la «*Fabrication de produits à base de tabac* » et la «*Fabrication de textiles et articles d'habillement* ».

Pour les entreprises IDE, on leur classifie généralement en trois types d'entreprises : les entreprises affiliées, les entreprises filiales et les succursales. Les entreprises IDE sont toujours dominées par les entreprises filiales, soient trois entreprises IDE sur cinq, suivies des entreprises affiliée. Quant aux succursales, elles ne représentent que 15,2 pour cent des entreprises à investissements directs étrangers

Quelques soient le type d'entreprise IDE, la «*Fabrication de textiles et articles d'habillement* » est la branche d'activité plus prisée: 46,4 pour cent pour des entreprises filiales, 33,3 pour cent pour les succursales et 27,3 pour cent les entreprises affiliées. Il est à noter que la plupart de ces entreprises sont soumises au régime de zone franche.

Les divisions «*Fabrication des produits chimiques - Produits pharmaceutiques -Corps gras* » et «*Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques* » sont les activités vers lesquelles les entreprises affiliées s'orientent massivement. Elles ont regroupé respectivement 27,3 pour cent et 18,2 pour cent des activités des entreprises affiliées.

La division «*Fabrication de produits alimentaires et de boissons*» est assez important (14,3 pour cent) pour les activités des entreprises filiales. La division «*Fabrication des produits chimiques - Produits pharmaceutiques -Corps gras* » n'est pas aussi négligeable. Elle a englobé plus de 7pour cent des entreprises filiales.

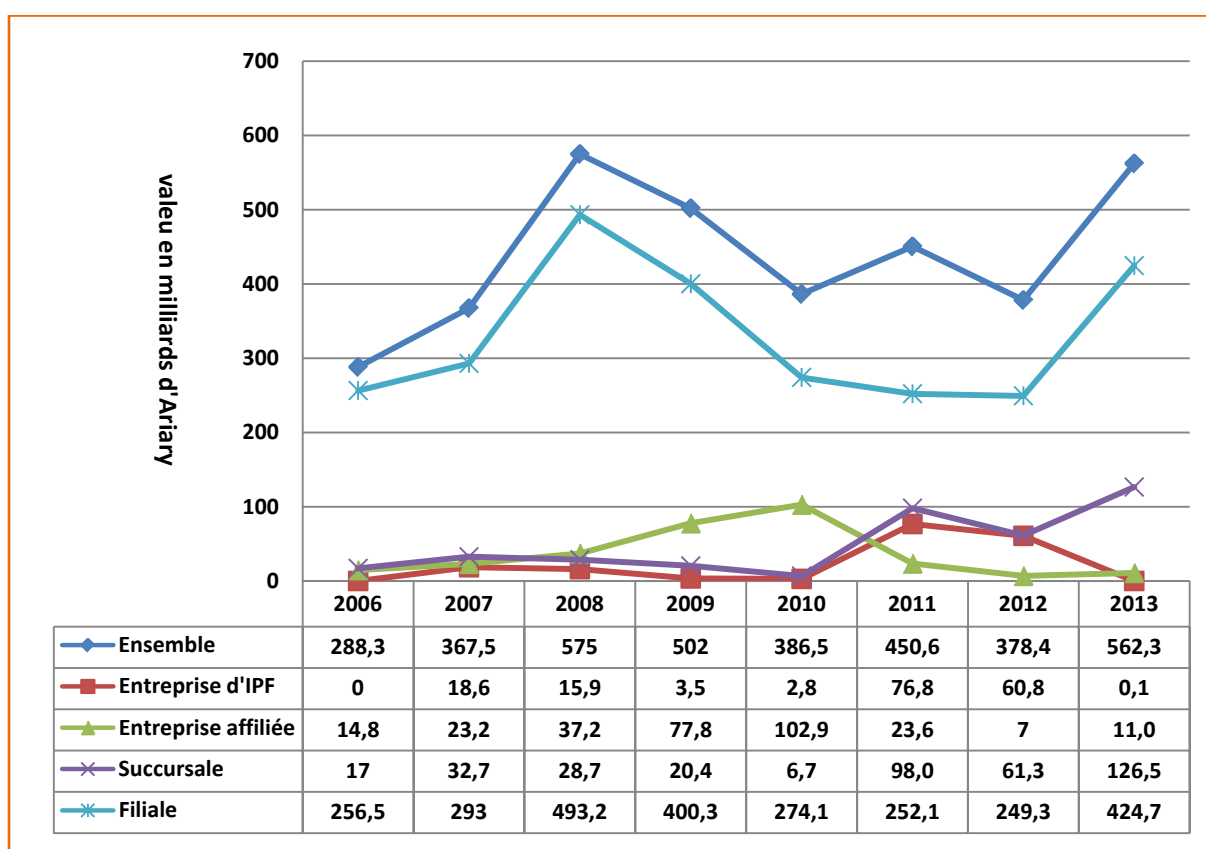
Les succursales sont axées également dans quatre autres divisions d'activités : la «*Fabrication de produits alimentaires et de boissons* », les «*Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras* », la «*Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)* » et les «*Biens d'équipements électriques et électroniques*». Chacune de ces divisions ont renfermé 16,7 pour cent des succursales.

## 2.2. Volume de la production industrielle

### 2.2.1. Volume de la production industrielle par division

Le volume de la production industrielle des entreprises IDE et IPF est estimé à 562,3 milliards d'Ariary en 2013 contre 378,4 milliards d'Ariary pour l'année précédente. Après la baisse de -19,1 pour cent de volume de la production industrielle en 2012, les entreprises manufacturières à investissements directs étrangers ont renoué une croissance de 32,7 pour cent pour l'année 2013. Cette hausse peut être expliquée par la reprise de l'activité de quelques entreprises succursales et les entreprises filiales pour l'année 2013. De plus, la demande du marché intérieur a augmenté durant la période de la post-électorale. Elle est très intense surtout pour le second semestre 2013.

Figure 7. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards d'ariary) de 2006 à 2013



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

Les entreprises filiales occupent toujours la place importante dans la réalisation du volume de la production des entreprises manufacturières IDE. Son poids est très considérable à hauteur de 75,5 pour cent du volume totale de la production. Après la chute de l'année 2012, les filiales a regagné plus de 41,3 pour cent de son volume de la production en 2013.

Concernant les succursales, leur nombre a été évalué à 10 pour cent du nombre total des entreprises industrielles IDE et elles ont généré 22,6 pour cent de volume total de la production industrielle des entreprises IDE. Elles ont aussi connu une hausse de 51,5 pour cent du volume de la production.

Pour les entreprises affiliées, leur tendance d'évolution sur le volume de la production est le même que les deux autres types d'entreprise. Mais, le niveau du volume de la production reste faible, estimé à 11,0 milliards d'ariary pour l'année 2013.

Si l'on analyse le volume de la production suivant les divisions d'activité et par type d'entreprise, les trois divisions qui produisent la majorité du volume de la production pour l'année 2013 ont été : la « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* » (32,3 pour cent), la « *Fabrication de textiles et articles d'habillements* » (28,2 pour cent) et la « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* » (18,0 pour cent).

**Tableau 14. Répartition du volume de la production industrielle en 2013 (En %)**

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	32,3	0,0	16,1	34,6	25,8
16	Fabrication de produits à base de tabac	8,8	ND	0,0	11,7	0,0
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	28,2	100	39,8	14,3	73,9
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,9	0,0	1,4	2,4	0,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,4	0,0	0,0	0,5	0,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	3,6	0,0	12,9	4,5	0,0
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	6,5	0,0	29,0	7,9	0,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	18,0	0,0	0,0	23,8	0,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
29	Autres machines et matériels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	0,1	ND	0,7	0,1	0,0
	<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT (ND : Non Disponible)

La production des entreprises affiliées a assuré par quatre types de produits : la « *Fabrication de textiles et articles d'habillements* », 39,8 pour cent, les « *Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques* », 29,0 pour cent, la « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* », 16,1 pour cent et « *Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras* », 12,9 pour cent.

Pour les entreprises filiales, le volume de production se concentre dans la division « *Fabrication des produits alimentaires et de boissons* », la division « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* » et la division « *Fabrication de textiles et d'articles d'habillement* », représentant respectivement 34,6 pour cent, 23,8 pour cent, 14,3 pour cent du volume de production totale.

Quant aux entreprises succursales, 73,9 pour cent du volume de la production ont été générés par la division « *Fabrication de textiles et articles d'habillements* » et 25,8 pour cent par la division « *Fabrication de produits alimentaires et de boissons* ».

Dans l'ensemble, La structure du volume de la production industrielle dépend de l'apport des investisseurs non résident dans le capital de l'entreprise. L'instabilité politique, les infrastructures de

transport et les coûts de matières premières sont les trois principaux facteurs ayant influencé négativement sur la production et surtout sur la compétitivité des entreprises. Malgré ces problèmes subis par les entreprises, le coût de main d'œuvre, les caractéristiques du marché du travail (disponibilité de main d'œuvre qualifiée, flexibilité des horaires de travail, qualification de la main d'œuvre) et les infrastructures de télécommunication sont les facteurs qui favorisent l'environnement des affaires à Madagascar.

### 2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

Ce paragraphe analysera la production des entreprises manufacturières IDE selon la nomenclature de synthèse. Cette nomenclature se catégorise en quatre grandes groupes : i) les « produits d'industries agricoles et alimentaires », ii) les « biens de consommation », iii) les « biens d'équipement » et iv) les « biens intermédiaires ». Le tableau ci-dessous montre la structure du volume de la production industrielle selon la nomenclature de synthèse et par type d'entreprise IDE pour l'année 2013

**Tableau 15. Répartition du volume de la production industrielle en 2013**

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	<b>Volume de la production en milliards d'ariary</b>	<b>562,3</b>	<b>0,1</b>	<b>11,0</b>	<b>424,7</b>	<b>126,5</b>
	<i>En %</i>					
<b>EB</b>	<b>Produits d'industries agricoles et alimentaires</b>	<b>41,2</b>	<b>0,0</b>	<b>16,1</b>	<b>46,4</b>	<b>25,8</b>
<b>EC</b>	<b>Biens de consommation</b>	<b>13,5</b>	<b>0,0</b>	<b>14,1</b>	<b>13,8</b>	<b>11,9</b>
C1	Habillement, cuir	13,0	0,0	1,4	13,6	11,9
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,2	0,0	11,9	0,0	0,0
C4	Équipements du foyer	0,1	0,0	0,7	0,1	0,0
<b>EE</b>	<b>Biens d'équipement</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>
<b>EF</b>	<b>Biens intermédiaires</b>	<b>45,4</b>	<b>100,0</b>	<b>69,8</b>	<b>39,8</b>	<b>62,0</b>
F1	Produits minéraux	18,0	0,0	0,0	23,8	0,0
F2	Produits d'industries textiles	17,1	100,0	39,8	3,1	62,0
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,4	0,0	0,0	0,5	0,0
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	9,9	0,0	30,0	12,4	0,0
F5	Métaux et produits métalliques	0,0	0,0	0,0	0,0	0
	<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT.

A titre de rappel, le volume de la production manufacturière des entreprises IDE au cours de l'année 2013 est évalué de 562,3 milliards d'ariary courant, avec une moyenne par entreprise de 11,6 milliards d'ariary.

Dans l'ensemble, le volume de la production est principalement constitué par trois type des produits de synthèse : « les Biens intermédiaires », « Produits d'industries agricoles et alimentaires » et les « Biens de consommation ». Ils représentent respectivement un poids de 45,5 pour cent, 41,2 pour et 13,5 pour de la production totale.

Le volume des produits de « Biens de consommation » est dégagé par les sous produits « d'Habillement, cuir » qui représentent 13 pour cent de la production totale. Ces produits sont presque la production des entreprises zones franches à investissements directs étrangers. Pour les produits de « Biens intermédiaires », la production est principalement caractérisée par deux sous produits : les « Produits minéraux » (18 pour cent) et les « Produits d'industries textiles » (17,1 pour cent).

Selon la catégorie des produits, la catégorie « *Biens intermédiaires* » constitue la totalité de la production des entreprises IPF, plus précisément, le sous produits « *Produits d'industries textiles* ». D'ailleurs, ces biens dits intermédiaires caractérisent la majorité de l'offre des entreprises IDE. Ils ont représenté 69,8 pour cent de l'offre des entreprises affiliées, 62 pour cent de celle des succursales et 39,8 pour cent de celle des entreprises filiales.

Malgré les crises durant des années, les dirigeants des entreprises ont prévu une hausse de leur production pour l'année 2014. Plus de 44,0 pour cent d'entre eux ont déclaré une hausse de leur offre durant cette période.

### 2.2.3. Marché extérieur des entreprises IDE/IPF

Les entreprises industrielles IDE/IPF œuvrant à Madagascar apportent de forte contribution dans les échanges commerciaux du pays avec le Reste Du Monde. Plus de la moitié de leur production sont destinées à l'exportation : soit vers le pays de la maison mère, soit vers d'autres marchés d'extérieurs. Le tableau ci-dessous rapporte la destination de la production vendue à l'extérieur de Madagascar par ces entreprises.

**Tableau 4 Répartition des exportations des produits des entreprises IDE/IPF en 2013 (en %)**

type d'entreprise	REPARTITION DES EXPORTATIONS EN 2013 (EN %)					Total
	Pays de la maison mère	SADC et/ou COMESA	Etats-Unis	Union Européenne	Autres Marchés d'exportation	
IPF	0,0	74,3	0,1	2,4	23,2	100,0
AFFILEE	20,2	0,0	0,0	27,7	52,1	100,0
FILIALE	13,1	3,4	2,0	44,8	36,7	100,0
SUCCURSALE	53,7	0,0	0,0	46,3	0,0	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>20,2</b>	<b>4,5</b>	<b>1,4</b>	<b>41,1</b>	<b>32,8</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

Au terme de l'année 2013, les exportations des produits fabriqués par les entreprises IDE/IPF se sont fait modestement vers l'Union Européenne. Sa part représente 41,1 pour cent de l'exportation totale des entreprises IDE/IPF. L'exportation vers les pays de la maison mère est assez importante. Elle a englobé plus de 20 pour cent de l'exportation totale des entreprises IDE. L'exportation vers SADC et/ou COMESA et les Etats Unis a été constaté faible. Elle n'a représenté que 4,5 pour cent et 1,4 pour cent de l'exportation totale. Cette faiblesse de l'exportation vers SADC et/ou COMESA et les Etats Unis est due à la crise sociopolitique à Madagascar et surtout à la fermeture du marché AGOA vers les Etats Unis.

La destination des produits des entreprises IDE diffère selon leur type. Les entreprises IPF optent plutôt vers les marchés du SADC et/ou du COMESA. Trois quart du volume des produits exportés en sont destinés. Pour les entreprises filiales, 44,8 pour cent des exportations de ses produits se sont tournées vers les pays de l'Union européenne. Les succursales, elles, ont un marché départagé entre les pays de leur maison mère (53,7 pour cent) et les pays de l'Union Européenne (46,3 pour cent). Quant aux entreprises affiliées, leur principal marché extérieur est orienté vers d'autres destinations, autres que leur pays mère, la SADC et/ou COMESA, les Etats Unis et les pays de l'Union Européenne.

## 2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

### 2.3.1. Méthodologie : Rappel

L'Indice de Production Industriel est l'indicateur par excellence pour le suivi du secteur industriel, notamment des entreprises à investissements directs étrangers. Il est construit pour capturer l'évolution réelle de la production en éliminant les effets Prix. Ainsi, il est calculé par rapport à un prix de référence d'une année dit année de base.

Depuis l'année 2009, l'année de base est « *mobile* » pour prendre en compte de manière plus réaliste les changements structurels du tissu industriel. Autrement dit, au fur et à mesure que l'indice est calculé pour une année considérée, il s'ensuit une mise à jour systématique de l'année de base.

Ce choix méthodologique a été dicté essentiellement par le caractère intrinsèque de ces entreprises dont le type (entreprise à investissements directs étrangers ou non) peut varier d'une année à une autre. En fait, l'entreprise adopte des stratégies et objectifs liés aux contextes nationaux et/ou internationaux.

Ainsi, dans son interprétation, lorsqu'un indice pour une année *n* considérée est inférieur à la valeur 100, cela signifie un niveau de la production industrielle inférieur à l'année *n-1*. Par contre, une valeur supérieure à 100 indique l'inverse.

### 2.3.2. La structure du tissu industriel

Dans sa construction, l'Indice global de Production Industriel dépend de la structure du tissu industriel. L'élasticité de l'indice global par rapport à une activité ayant une place importante dans le tissu industriel est plus élevée que celle par rapport à une activité de moindre poids. A cet égard, cette dernière mérite une attention particulière pour permettre une vision élargie du dynamisme du secteur.

Le tableau ci-dessous relate la variation structurelle du secteur industriel constitué par les Entreprises à Investissements Directs Etrangers entre la période 2009-2013. Il laisse apparaître l'impact des différents contextes et des politiques économiques entreprises au cours de cette période. En aval, des actions stratégiques peuvent être formulées et mises en œuvre pour parvenir à un point optimum pour l'économie malgache.

Le tissu industriel structuré par les entreprises à investissement direct étranger se caractérise par la dominance de cinq divisions, à savoir (i) « *l'Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires* », (ii) la « *Fabrication de textiles* », (iii) la « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* », (iv) la « *Fabrication d'articles d'habillements* » et (v) la « *Fabrication de produits à base de tabac* ».

Pour l'année 2013 en particulier, « *l'Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires* » a représenté 28,6 pour cent du tissu industriel, la première division dominante. Elle a été suivie par l'activité de « *Fabrication de textiles* » dont le poids a été de 24,2 pour cent. La « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* » s'est positionnée en troisième place avec un poids économique estimé à 18,2 pour cent.

En comparaison aux années antérieures, l'année 2013 est marquée par le dynamisme de la division « *l'Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires* ». Un accroissement de 12,6 points de pourcentage a été enregistré entre 2012 et 2013 pour cette division. De même, une forte variation

positive a été observée pour la division « *Fabrication de textiles* », passant de 17,5 pour cent en 2012 à 24,2 pour cent en 2013.

**Tableau 16. Evolution structurelle du tissu industriel (En %)**

CODE CITI	LIBELLES CITI	Structure				
		2009	2010	2011	2012	2013
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	12,6	13,5	12,6	16,0	28,6%
16	Fabrication de produits à base de tabac	17,9	12,6	12,7	16,1	8,2%
17	Fabrication de textiles	14,3	26,8	32,9	17,5	24,2%
18	Fabrication d'articles d'habillements	23,4	12,1	11,8	14,3	14,3%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0	1,4	1,4	1,6	1,7%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1	0,1	0,0	0,1	2,5%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,2	0,5	0,2	0,4	0,0%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	0,3	0,2	0,2	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	5,1	6,7	5,7	3,4	3,2%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,5	1,0	0,7	1,1	0,8%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	18,3	20,8	19,3	24,4	15,9%
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	5,5	1,1	0,4	2,4	0,5%
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie		0,1	0,1	0,2	0,1%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non Classées Ailleurs	0,1	2,8	1,6	1,9	0,1%
37	Récupération	-	0,4	0,3	0,3	0,0%
<b>Ensemble</b>		<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT ((\*) : Données rectifiées)

### 2.3.3. Evolution de l'Indice de Production Industrielle

De 2009 à 2014, l'indice de production industrielle a connu un accroissement moyen de 2,2 pour cent par semestre. La représentation graphique de son évolution laisse apparaître une diminution moins intense de la production réelle des entreprises à investissement direct étranger, d'une période à une autre.

Une décroissance de moins 15 pour cent a été enregistrée durant le premier semestre de l'année 2009 par rapport à la moyenne semestrielle de l'année 2008, en raison de la crise politique survenue dans le pays. Jusqu' à la fin de l'année 2010, la production globale s'est décru de semestre en semestre. Toutefois, les taux de variation s'étaient améliorés et semblaient changés de sens au début de l'année 2011.

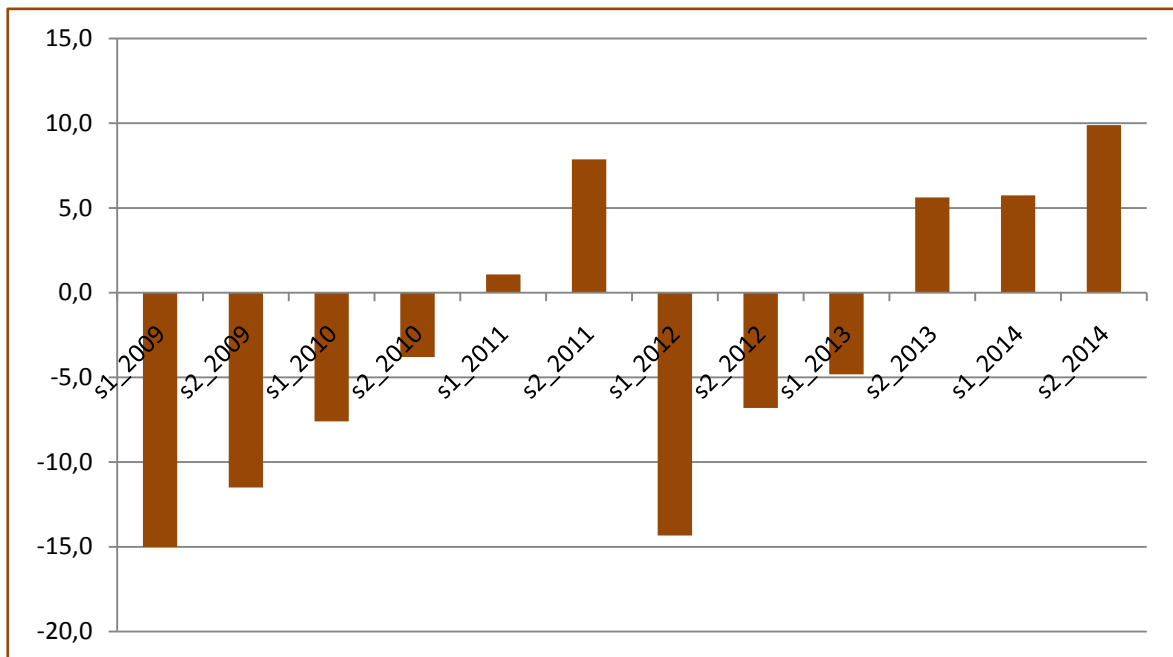
Ainsi, en 2011 le secteur industriel commençait à prendre de l'élan en observant des variations positives. Mais en 2012, la production s'est de nouveau rabaissée. Les cyclones Giovanna et Irina ont impacté fortement l'économie malgache, notamment sur le premier semestre. Et l'effet du choc s'est poursuivi jusqu'au premier semestre 2013.

Au cours du second semestre 2013, le secteur prit une bouffée d'oxygène avec l'arrivée de la période électorale. Les entreprises à investissement direct étranger ont su tirer profit de la hausse de la demande locale.

Puis au cours de cette année 2014, les entreprises semblent être confiantes du climat général des affaires et de la potentialité de la demande locale. D'ailleurs, la période post-électorale se caractérise de manière générale par une relance de l'économie.



Figure 8. Accroissement semestriel de l'Indice de Production Industrielle (IPI) de 2009 à 2014 (en %)



Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT

#### 2.3.4. L'Indice de Production Industrielle par division

Les résultats finaux pour l'année 2013 dégagent un accroissement de la production réelle des entreprises à investissement direct étranger de 0,4 pour cent. Le premier semestre a été marqué par une régression de moins 4,8 pour cent mais le second semestre a enregistré une hausse de 5,6 pour cent. Ce qui a conduit à une variation positive de l'indice pour l'année 2013.

La particularité du premier semestre 2013 a été la baisse considérable des activités des entreprises de l'« Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires », de la « Fabrication d'articles d'habillements », et de la « Fabrication de produits minéraux non métalliques ». Avec un poids économique important dans la structure du tissu industriel, la baisse de la production réelle dans chacune de ces divisions a engendré une baisse significative au niveau de l'indice global. Il y a lieu de noter que cette tendance à la baisse au cours du premier semestre 2013 a été amortie par le dynamisme des entreprises de la « Fabrication de textile », qui, elles, ont annoncé une hausse de leur production de 22,6 pour cent par rapport à l'année 2012.

Durant le second semestre 2013, les entreprises de la « Fabrication de textile » ont poursuivi leur rythme de croissance, avec une hausse de 24,8 pour cent de leur niveau de production. Il en est de même pour les entreprises de la « Fabrication de produits minéraux non métalliques » dont la hausse de la production a été de 24,0 pour cent. Pour les entreprises de l'« Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires » dont la contribution dans le tissu industriel a été de 16,0% en 2013, son indice de production s'est établi à 76,4, en baisse de 23,6 pour cent par rapport à l'année 2012, mais en hausse de 16,8 points d'indice par rapport au premier semestre de l'année 2013.

De manière générale, il peut être constaté que la période électorale a créé une hausse de la demande au second semestre 2013. Ce qui a amené les entreprises locales, en particulier celles à investissement

direct étranger, à réviser leur niveau de production durant cette période. Ainsi, l'année 2013 s'est clôturée avec une hausse de la production de 0,4 pour cent par rapport à l'année 2012.

**Tableau 17. Evolution semestrielle de l'IPJ par division (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))**

CODE CITI	LIBELLES CITI	2011		2012		2013 (Final)		2014	
		S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1 (*)	S2 (**)
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	98,1	174,0	31,5	170,6	59,6	76,4	120,1	129,7
16	Fabrication de produits à base de tabac	101,2	91,1	100,3	101,4	100,0	100,0	113,9	115,0
17	Fabrication de textiles	121,0	83,2	93,4	24,9	122,6	124,8	92,9	93,1
18	Fabrication d'articles d'habillements	119,2	140,7	104,8	144,0	95,4	92,4	118,6	127,3
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	81,9	124,4	98,2	75,7	98,8	103,7	99,5	104,2
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	16,6	34,7	96,8	96,8	44,1	46,5	104,2	104,2
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	38,4	49,3	45,2	66,0	65,0	65,0	-	-
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	65,4	97,9	131,7	42,0	73,1	73,1	108,6	108,6
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	80,8	74,3	60,1	95,2	97,0	110,8	108,8	106,8
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	100,9	60,2	185,0	166,7	111,2	120,0	82,8	85,0
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	76,9	104,5	86,9	114,9	94,8	124,0	85,7	85,7
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	51,8	49,0	198,4	264,9	107,6	107,6	100,0	100,0
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	82,8	91,4	38,2	57,2	161,0	161,0	85,4	85,4
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication NCA	120,0	109,6	84,4	129,8	75,2	75,3	38,5	45,9
37	Récupération	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	-
<b>IPJ</b>		<b>101,1</b>	<b>107,9</b>	<b>85,7</b>	<b>93,2</b>	<b>95,2</b>	<b>105,6</b>	<b>105,7</b>	<b>109,9</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT, S : Semestre, (\*) : Données provisoires ; (\*\*) Prévisions)

En ce qui concerne l'année 2014, les résultats provisoires retracent de bonnes perspectives, avec une hausse de 5,7 pour cent de la production réelle au cours du premier semestre, et une hausse de 9,9 pour cent en prévision du second semestre. Ce qui amène à prévoir une hausse de 7,8 pour cent pour l'année 2014.

Parmi les entreprises les plus dynamiques figurent celles spécialisées dans l'« *Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires* », la « *Fabrication d'articles d'habillements* » et la « *Fabrication de produits à base de tabac* ». Respectivement, les variations moyennes des taux d'accroissement pour cette année 2014 ont été respectivement de +24,9 pour cent, +22,9 pour cent et de +14,5 pour cent.

Au regard de l'ensemble des activités, on dénombre sept types d'activités en accroissement au cours de cette année 2014 parmi les 13 activités considérées dans cette étude. Seules quelques entreprises n'ont pu accroître leur production, entre autres celles dans la « *Fabrication de textiles* », la « *Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques* », la « *Fabrication de produits minéraux non métalliques* », la « *Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie* » et la « *Fabrication de meubles ; Activités de fabrication Non* ». Toutefois, il y a lieu de noter que les indices correspondant à ces entreprises en régression par rapport à l'année 2013 résultent d'un fort accroissement en 2013 par rapport à 2012.

**En somme, les deux dernières années, 2013 et 2014, ont été marquées par une hausse du niveau général de la production réelle des entreprises à investissement direct étranger, en raison d'une part de la période d'avant Election, et d'autre part, de la période d'après Election.**

### 2.3.5. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse

Selon leur utilisation, les biens produits par les entreprises peuvent être catégorisés en « *Biens de consommation* » destinés généralement à la consommation finale, et en « *Biens intermédiaires* » qui peuvent servir d'input pour d'autres unités de production. Par ailleurs, on peut également distinguer les « *Produits alimentaires et d'industries agricoles* ».

La hausse de la demande de biens de consommation après la période électorale de 2013 est reflétée par la hausse de la production des entreprises au premier et second semestre 2014. Ces entreprises ont augmenté leur production réelle de 14,9 pour cent au cours du premier semestre 2014, et ont prévu un accroissement de +21,4 pour cent durant le second semestre. Parmi les types de biens de consommation, seuls les équipements de foyer n'ont pas connu d'exploit.

**Tableau 18. Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse (Année de référence : année n-1 = 100 (base mobile))**

Rubriques Nomenclature de synthèse	2011		2012		2013 (final)		2014	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1 (*)	S2 (**)
<b>Produits d'industries agricoles et alimentaires</b>	<b>99,6</b>	<b>133,9</b>	<b>66,1</b>	<b>135,8</b>	<b>79,9</b>	<b>88,2</b>	<b>118,7</b>	<b>126,4</b>
<b>Biens de consommation</b>	<b>105,4</b>	<b>116,4</b>	<b>90,8</b>	<b>123,9</b>	<b>93,9</b>	<b>94,4</b>	<b>114,9</b>	<b>121,4</b>
Habillement, cuir	115,4	139,0	104,1	136,6	95,8	93,5	116,6	124,9
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	65,4	97,9	131,7	42,0	73,1	73,1	108,6	108,6
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	80,8	74,3	60,1	95,2	97,0	110,8	108,8	106,8
Equipements du foyer	120,0	109,6	84,4	129,8	75,2	75,3	38,5	45,9
<b>Biens intermédiaires</b>	<b>97,6</b>	<b>88,6</b>	<b>89,8</b>	<b>64,7</b>	<b>105,5</b>	<b>121,8</b>	<b>92,0</b>	<b>92,1</b>
Produits minéraux	76,9	104,5	86,9	114,9	94,8	124,0	85,7	85,7
Produits d'industries textiles	121,0	83,2	93,4	24,9	122,6	124,8	92,9	93,1
Produits en bois, papier ou carton	36,0	47,7	48,7	68,1	62,3	62,6	104,2	104,2
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	84,1	73,8	75,1	102,8	100,5	112,2	103,7	102,5
Métaux et produits métalliques	51,8	49,0	198,4	264,9	107,6	107,6	100,0	100,0
<b>IPI</b>	<b>101,1</b>	<b>107,9</b>	<b>85,7</b>	<b>93,2</b>	<b>95,2</b>	<b>105,6</b>	<b>105,7</b>	<b>109,9</b>

Source : Enquête IDE/IPF 2014, BCM/INSTAT, S : Semestre, (\*) : Données provisoires ; (\*\*) Prévisions)

Cette hausse de la demande a été également palpable au regard du niveau de l'indice de production des « *Produits d'industries agricoles et alimentaires* » pour le premier et second semestre 2014. En accroissement de 18,7 pour cent au premier semestre par rapport à l'année 2013, les entreprises spécialisées dans la production de ce type de biens semblent poursuivre l'intensification de leur production pour le second semestre, + 26,4 pour cent.

Quant aux biens intermédiaires, l'indice correspondant affiche une décroissance pour l'année 2014. Le poids économique des entreprises Textiles a tiré à la baisse le niveau de l'indice, bien que la production d'autres biens ait connu une hausse pour la même période. L'offre de « *Produits d'industries textiles* » et de « *Produits minéraux* » a baissé respectivement de 7,0 pour cent et de 14,3 pour cent. A l'opposé, celle des « *Produits en bois, papier ou carton* » et celle des « *Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique* » ont cru respectivement de 4,2 pour cent et de 3,1 pour cent. La production de « *Métaux et produits métalliques* » a, quant à elle, stagné en comparaison à celle de l'année 2013.

## 2.4. Les coûts de production des entreprises

Pour l'analyse des coûts de production des entreprises industrielles, cinq critères ont été pris en compte : (i) les Matières premières et intrants, (ii) l'Energie et eau, (iii) les Recherches et Développement, (iv) les Prestations de services industriels, et (v) les autres services tels que le transport de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, de location et d'assurance, les services d'entretien et de réparation.

Une analyse temporelle permet d'apprécier l'impact d'une hausse sur la performance des entreprises et/ou le niveau général des prix.

Les coûts de production des entreprises dépendent fortement des secteurs d'activité dans lesquels elles exercent, en raison de la nature des intrants utilisés. Des facteurs d'ordre contextuel en général, et d'ordre économique en particulier, ont également des influences sur les coûts de production d'une entreprise.

Les résultats finaux pour l'année 2013 établissent l'indice de production par unité de coût à 1,45. Il a été en baisse de -19,2 pour cent par rapport à l'année 2012, mais à un niveau plus élevé par rapport à l'indice provisoire du premier semestre de l'année 2014. La hausse des coûts de production pèse sur les entreprises industrielles, au regard de cette tendance à la baisse de l'indice.

L'impact de la hausse des coûts de production n'est pas homogène dans le secteur de l'industrie. En s'attardant sur l'année 2013, cinq secteurs ont affiché de forts indices de production par unité de coût, indices supérieurs à 2. Autrement dit, avec une unité de coût, elles ont pu offrir plus de 2 unités de produits. Il s'agit des secteurs (i) « Fabrication d'articles d'habillements », (ii) « Fabrication de meubles, Activités de fabrication nca », (iii) « Industrie des Cuirs et Chaussures », (iv) « Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie » et (v) « Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés ».

**Tableau 19. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité**

Code CITI	Activité	2010	2011	2012	2013 (final)	1 <sup>er</sup> Sem 2014 (*)
15	Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	0,99	1,19	1,09	1,19	0,75
16	Fabrication de produits à base de tabac	1,51	1,45	1,08	1,72	1,86
17	Fabrication de textiles	1,46	1,30	2,53	1,55	1,39
18	Fabrication d'articles d'habillements	1,02	1,86	2,37	2,87	2,20
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	nd	1,42	1,95	2,45	1,42
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	nd	0,27	0,84	1,33	1,33
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	-	1,10	1,27	2,09	2,01
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques -Corps Gras	1,28	1,70	1,65	1,73	1,66
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,18	1,20	2,09	1,45	1,42
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	-	-	2,31	1,36	1,16
28	Fabrication d'ouvrages en métaux; travail des métaux	1,32	1,60	2,03	nd	nd
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	2,56	1,66	2,07	2,17	2,17
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,86	1,10	1,34	2,77	0,95
	<b>Ensemble</b>	<b>1,15</b>	<b>1,43</b>	<b>1,79</b>	<b>1,45</b>	<b>1,14</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM- 2014, (\*) : Données provisoires

Toutefois, aucun secteur d'activités n'a accusé de pertes au cours de l'année 2013. Le plus bas indice a été observé chez les entreprises du secteur « *Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires* ».

Durant le premier semestre 2014, deux secteurs d'activités semblent enregistrés des pertes, entre autres les secteurs « *Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires* » et « *Fabrication de meuble, Activités de fabrication nca* ». Mais de manière générale, tous les secteurs ne sont pas épargnés par cette baisse de la production par unité de coût. La prochaine étude confirmera cette difficulté des entreprises à faire face à la hausse générale du coût de production.

Lorsque les coûts de production sont ventilés selon leur nature, les tendances observées dans la précédente édition restent d'actualité. Deux tendances ont été décelées, l'une caractérisée par une série décroissante et l'autre par une série croissante.

D'un côté, l'achat des intrants pèse de moins en moins aux entreprises à investissement direct étranger. Renfermant 71,4 pour cent des coûts en 2010, les intrants n'en constituaient que 60,4 pour cent à la fin du premier semestre 2014. De l'autre côté, il est observé la hausse prépondérante des charges liées aux sous-traitances et celles relatives à la logistique générale.

Ce constat illustre l'externalisation d'une partie de la production, et de l'exploitation en général. Ce qui rend d'ailleurs l'indice de production par unité de coût beaucoup plus sensible à une variation du coût.

Le poids de « l'Energie et Eau » a été stable depuis l'année 2012, avoisinant 12 pour cent. Quant aux Recherches et développement, cet élément ne constitue guère de levier significatif de croissance pour l'ensemble des industrielles implantées à Madagascar. Du moins, le budget alloué actuellement à ce poste leur suffit à conquérir le marché.

**Tableau 20. Structure des coûts de production des entreprises (en %)**

<i>Charges liées à la production</i>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>1<sup>er</sup> sem. 2014*</b>
Intrants	71,4	60,1	59,8	60,7	60,4
Energie et Eau	7,0	8,9	12,3	12,4	11,7
Recherche et développement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Achats de prestations de services industriels	5,7	7,6	3,9	7,7	7,7
Autres achats de services	15,8	23,4	24,0	19,2	20,2
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2014 (\*) : Données provisoires)

## ANNEXES

### Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

#### I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

#### II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- **Définition de l'investissement direct avec l'étranger :**

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- **Définition de la relation d'investissement direct avec l'étranger :**

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital ou 10 pour cent des droits de vote.

## INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

L'IDE désigne les « *investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte* » (FMI)<sup>3</sup>.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

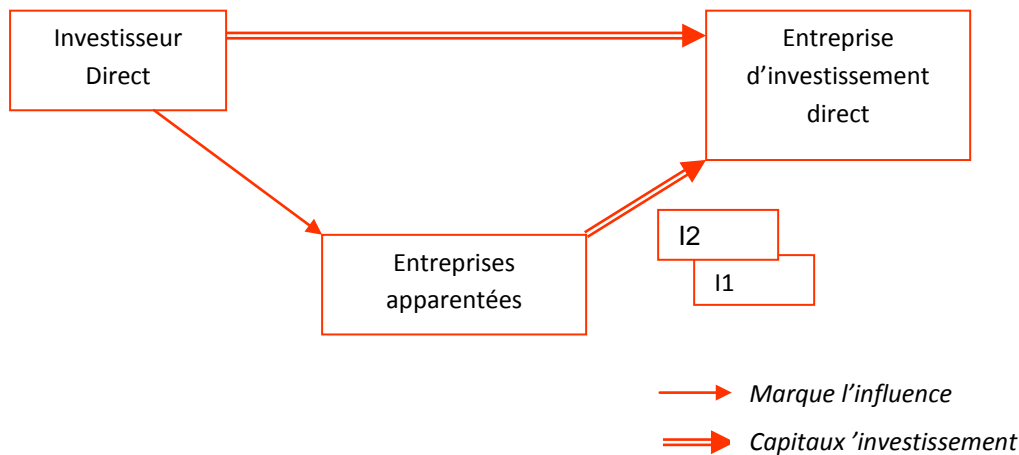
La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10 pour cent du capital ou 10 pour cent des droits de vote.

---

<sup>3</sup> Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993.

## ILLUSTRATION DE L'IDE



### Commentaires

Dans l'économie de l'investisseur direct, les transactions comptabilisées sont représentées par I1.

Dans l'économie de l'entreprise d'investissement direct, les transactions comptabilisées sont représentées par I1 et I2.

Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

**i) Capital social** : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

**ii) Bénéfices réinvestis** : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

**iii) Autres transactions d'investissement direct** : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

### **Entreprise d'investissement direct**

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10 pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :



- i. **Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50 pour cent du capital ;
- ii. **Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50 pour cent du capital ;
- iii. **Succursales**, filiales à 100 pour cent ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

### **Investisseur direct**

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10 pour cent ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

### **Entreprises apparentées**

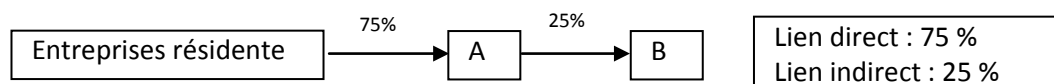
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même Société mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

### **Liens directs et indirects**

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



## **INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)**

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leurs porteurs des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement, etc., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : *couverture des risques, placement ou commerce*.

## **AUTRES INVESTISSEMENTS**

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « *Investissement directs* » ni dans celle « *Investissement de portefeuille* ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : *comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur)* ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : *couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements*. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

## **STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT**

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement concerne les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée ( $t_0$  et  $t_1$ ).

### **III. Couverture de l'enquête**

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « *comportement* » de l'entreprise d'investissement direct.

### **IV. Champ de l'enquête**

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires et les institutions de microfinance) portant sur le stock de capital social et les Bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Établissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

## **V. Unité Statistique**

L'unité statistique considérée par l'enquête est l'« entreprise », et non les établissements pour les raisons suivantes : *i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.*

## **VI. Couverture Géographique**

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

## Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

### Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indice. t = 0 la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,
- e : désigne une entreprise,
- c : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)
- b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
- a : désigne un article
- Q : désigne les quantités produites
- P : le prix unitaire
- $V = Q \times P$  : la valeur des quantités vendues
- $Tx_e$  : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

### Données initialement requises

- $P_{0,b,c,a,e}$  : Prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{0,b,c,a,e}$  : Quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0
- $V_{0,b,c,a,e}$  : Valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{t,b,c,a,e}$  : Quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t
- $\omega_{0,b,c} = \frac{V_{0,b,c}}{\sum (V_{0,b,c})}$  : Pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2
- $\omega_{0,b} = \frac{VA_{0,b}}{\sum (VA_{0,b})}$  : Structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

## Procédure de calcul

a)- 1<sup>er</sup> niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4 .

$$V_{0,c,e} = 1/4 \times \sum V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} \times P_{0,c,a,e} \quad \text{des articles a au niveau c de CITI4 de l'entreprise e à l'année de base 0 ;}$$

$$V_{t,c,e} = \sum (Q_{t,c,a,e} \times P_{0,c,a,e}) \quad \text{production en volume de l'entreprise e pour c à t au prix de l'année de base t.}$$

b)- 2<sup>ème</sup> niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$$V_{0,c} = \sum (V_{0,c,e} \times tx_e) \quad \text{extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à l'année de base 0 ;}$$

$$V_{t,c} = \sum (V_{t,c,e} \times tx_e) \quad \text{extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à la période courante t.}$$

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = \left( \frac{V_{t,c}}{V_{0,c}} \right) \times 100$$

$$I_{t,br} = \sum (I_{t,c} \times \omega_{0,c}) = \sum \left( \left( \frac{V_{t,c}}{V_{0,c}} \times \omega_{0,c} \right) \times 100 \right)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$IPI = \sum (I_{t,br} \times W_{0,b})$$

## Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût

### Variables de calcul

- $t$  : désigne la période courante de calcul de l'indicateur.  
 $e$  : désigne une entreprise,  
 $b$  : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)  
 $a$  : désigne un article  
 $Q$  : désigne les quantités produites  
 $P$  : le prix unitaire, sortie usine, hors taxe  
 $V = Q \times P$  la valeur des quantités vendues, sortie usine, hors taxe  
:  
 $C$  : désigne le coût de production de la quantité  $Q$  produite  
 $I$  : Indicateur de production par unité de coût

### Données initialement requises

- $P_{t,b,a,e}$  : prix d'un article  $a$  du niveau  $b$  CITI2 pratiqué par l'entreprise  $e$  à l'année  $t$   
 $Q_{t,b,a,e}$  quantité d'un article  $a$  du niveau  $b$  CITI2 produite par l'entreprise  $e$  à l'année  $t$   
 $V_{t,b,a,e}$  valeur d'un article  $a$  du niveau  $b$  CITI2 produite dans l'entreprise  $e$  à l'année  $t$   
 $C_{t,b,a,e}$  coût d'un article  $a$  du niveau  $b$  CITI2 produite dans l'entreprise  $e$  à l'année  $t$

### Procédure de calcul de l'indicateur de Production par unité de coût

a)- 1<sup>er</sup> niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b,e} = \sum (Q_{t,b,a,e} \times P_{t,b,a,e})$$

$$C_{t,b,e} = \sum C_{t,b,a,e}$$

b)- 2<sup>ème</sup> niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b} = \sum V_{t,b,e}$$

$$C_{t,b} = \sum C_{t,b,e}$$

c)- Calcul de l'indicateur de production par unité de coût au niveau du poste de la nomenclature CITI2 et de l'indicateur moyen

$$I_{t,b} = \frac{V_{t,b}}{C_{t,b}}$$

$$I_t = \frac{\sum V_{t,b}}{\sum C_{t,b}}$$

## **TABLE DES MATIERES**

SOMMAIRE .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Liste des graphiques .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Liste des tableaux .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Introduction.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Résumé exécutif .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1-1. Flux des investissements directs étrangers.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1-1-1. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité.....	8
1-1-2. L'origine des flux d'IDE.....	11
1-1-3. Prévision des flux d'IDE pour le 1 <sup>er</sup> semestre 2013.....	13
1-1-4. Les dividendes distribués en 2013 .....	14
1-2. Stocks des investissements directs étrangers.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1-2-1. Evolution globale du stock d'IDE.....	15
1-2-2. Le stock d'IDE par branches d'activité .....	16
1-2-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE .....	16
1.3. Les flux des investissements de portefeuille (IPF) en 2013.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.4. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers ....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1-5. Environnement des affaires des entreprises d'IDE .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
1.5.1. Atouts et handicaps de Madagascar .....	22
1.5.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs.....	23
CHAPITRE II : Les entreprises à Investissements Directs Etrangers du secteur industriel	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.1. Répartition des entreprises à Investissements Directs Etrangers.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.2. Volume de la production industrielle.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.2.1. Volume de la production industrielle par division .....	27
2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse .....	29
2.2.3. Marché extérieur des entreprises IDE/IPF .....	30
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI) .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.3.1. Méthodologie : Rappel .....	31
2.3.2. La structure du tissu industriel.....	31
2.3.3. Evolution de l'Indice de Production Industrielle .....	32
2.3.4. L'Indice de Production Industrielle par division.....	33
2.3.5. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse .....	35
2.4. Les coûts de production des entreprises .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
ANNEXES.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI).....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>